



FORVIS MAZARS SA
Tour EXALTIS
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie



KPMG SA
Société de commissariat aux comptes
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

RCI Banque S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Forvis Mazars SA
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et
Conseil de Surveillance
61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Capital social de 8 320 000 euros – RCS Nanterre
N° 784 824 153

KPMG SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets
indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit
anglais (private company limited by guarantee).

RCI Banque S.A.

Société Anonyme au capital de 100 000 000 euros

15 rue d'Uzès - 75002 Paris

RCS : Paris 306 523 358

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société RCI Banque S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société RCI Banque S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies

significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et dépréciations afférentes

Risque identifié	<p>RCI Banque S.A. constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. En conformité avec la norme IFRS 9 « Instruments financiers », RCI Banque S.A. calcule des dépréciations sur pertes de crédit attendues sur les actifs sains (bucket 1), sur les actifs dont le risque s'est dégradé depuis la comptabilisation initiale (bucket 2) et sur les actifs défaillants (bucket 3), tel que décrit dans la note 5.3.3.12 des états financiers consolidés.</p> <p>Nous considérons que les dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les opérations avec la clientèle finale et au réseau de concessionnaires constituent un point clé de l'audit en raison de leur importance à l'actif du bilan du groupe, de l'utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans les modèles de calcul et du recours important au jugement par la direction.</p> <p>Les modalités d'estimation des dépréciations prennent en compte le contexte macro-économique contrasté marqué par le ralentissement de l'inflation et le maintien de niveau de taux élevés. Elles sont décrites dans la note 5.3.4 « adaptation à l'environnement économique et financier » des états financiers.</p> <p>Les dépréciations déterminées en application d'IFRS 9 sont détaillées dans la note 7 des annexes aux comptes consolidés et s'élèvent au 31 décembre 2024 à 1 214 millions d'euros pour un encours de 63 265 millions d'euros de valeur brute.</p>
Notre réponse	<p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">• Apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d'information ;• Évaluer les contrôles clés mis en place pour valider les changements de paramètres et les hypothèses clés qui soutiennent le calcul de dépréciations pour pertes de crédit attendues ;• Apprécier les ajustements de dépréciation à dire d'expert et examiner la documentation sous-tendant les dépréciations complémentaires constituées ;• Apprécier les hypothèses utilisées dans la détermination des modèles de <i>Forward-Looking</i>, notamment la pondération des différents scénarii retenue, et la gouvernance sous-tendant le choix des pondérations ;• Réaliser des contrôles sur le système informatique de RCI Banque, incluant une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatiques participant à l'élaboration de l'information financière relative à IFRS9 ;• Apprécier le processus de classification des actifs par catégorie ;• Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle finale et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations du risque de crédit d'un exercice à l'autre ;• Examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés au regard des règles comptables applicables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société RCI Banque S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 28 avril 2020 pour le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 5^{ème} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives

à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité des comptes et de l'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

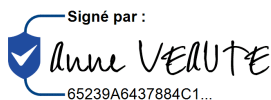
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

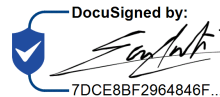
Les Commissaires aux comptes
Paris La Défense, le 27 mars 2025

Forvis Mazars

KPMG

Signé par :

65239A6437884C1...

Anne VEAUTE
Associée

DocuSigned by:

7DCE8BF2964846F...

Ulrich SARFATI
Associé

5.2 États financiers consolidés

5.2.1 Bilan consolidé

/ ACTIF

En millions d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Caisse et Banques centrales	2	5 681	4 733
Instruments dérivés de couverture	3	206	225
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	496	483
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	153	143
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	5	1 539	1 539
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	6 et 7	59 012	53 851
Actifs d'impôts courants	8	115	88
Actifs d'impôts différés	8	264	249
Créances fiscales hors impôts courants	8	357	322
Contrats de réassurance actifs	8	51	33
Comptes de régularisation et actifs divers	8	1 413	1 583
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	9	113	97
Opérations de location opérationnelle	6 et 7	3 039	1 564
Immobilisations corporelles et incorporelles	10	290	150
Goodwill	11	221	136
TOTAL ACTIF		72 950	65 196

/ PASSIF

En millions d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Banques centrales	13.1	2 000	2 375
Instruments dérivés de couverture	3	270	289
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	12	52	62
Dettes envers les établissements de crédit	13.2	2 864	2 275
Dettes envers la clientèle	13.3	31 526	29 312
Dettes représentées par un titre	13.4	24 246	20 316
Passifs d'impôts courants	15	133	135
Passifs d'impôts différés	15	804	772
Dettes fiscales hors impôts courants	15	76	54
Comptes de régularisation et passifs divers	15	2 156	1 880
Passif sur contrats d'assurance émis	16	213	182
Provisions	17	168	151
Dettes subordonnées	19	1 678	893
Capitaux propres		6 764	6 500
• Dont capitaux propres part du groupe		6 764	6 499
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		5 419	5 256
Gains ou pertes latents		(421)	(358)
Résultat de l'exercice		952	787
• Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		-	1
TOTAL PASSIF		72 950	65 196

5.2.2 Compte de résultat consolidé

En millions d'euros	Notes	12/2024	12/2023
Intérêts et produits assimilés	27	4 061	3 397
Intérêts et charges assimilées	28	(2 695)	(2 109)
Commissions (Produits)	28	831	765
Commissions (Charges)	29	(445)	(383)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	30	(14)	(109)
Produits des contrats d'assurance émis	16	432	387
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	16	(69)	(25)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	16	-	-
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	16	4	(16)
Produits des autres activités	31	1 235	813
Charges des autres activités	31	(1 160)	(759)
PRODUIT NET BANCAIRE		2 180	1 961
Charges générales d'exploitation	32	(744)	(693)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(24)	(19)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		1 412	1 249
Coût du risque	33	(172)	(153)
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 240	1 096
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises	9	2	(12)
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		-	(1)
Résultat sur exposition inflation ⁽²⁾		(48)	(49)
RESULTAT AVANT IMPOTS		1 194	1 034
Impôts sur les bénéfices	34	(213)	(234)
RESULTAT NET		981	800
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		29	13
Dont part du groupe		952	787
Nombre d'actions		1 000 000	1 000 000
Résultat net par action ⁽¹⁾ et en euros		952,35	787
Résultat net dilué par action et en euros		952,35	787

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions.

(2) Hyperinflation Argentine.

5.2.3 État de résultat global consolidé

En millions d'euros	12/2024	12/2023
RESULTAT NET	981	800
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	(7)	(4)
Réévaluation des contrats d'assurance	4	(3)
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	(3)	(7)
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(65)	(173)
Variation de JV des actifs financiers	3	4
Différences de conversion	13	16
<i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>	(49)	(153)
Autres éléments du résultat global	(52)	(160)
RESULTAT GLOBAL	929	640
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	43	13
Dont part des actionnaires de la société mère	886	627

5.2.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros	Capital ⁽¹⁾	Réserves liées au capital ⁽²⁾	Réserves consolidées	Écarts de conversion ⁽³⁾	Gains ou pertes latents ou différés ⁽⁴⁾	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des participations ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2022	100	714	5 160	(400)	202	684	6 460	1	6 461
Retraitement des capitaux propres d'ouverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1 janvier 2023	100	714	5 160	(400)	202	684	6 460	1	6 461
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres	-	-	-	-	(161)	-	(161)	(8)	(169)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.	-	-	-	-	(4)	-	(4)	-	(4)
Réévaluation des contrats d'assurance	-	-	-	-	(3)	-	(3)	-	(3)
Différences de conversion	-	-	-	8	-	-	8	8	16
Résultat de la période avant affectation	-	-	-	-	-	787	787	13	800
Résultat global de la période	-	-	-	8	(168)	787	627	13	640
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	684	-	-	(684)	-	-	-
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres	-	-	16	-	-	-	16	-	16
Effet des augmentations de capital	-	-	(18)	-	-	-	(18)	-	(18)
Distribution de l'exercice	-	-	(600)	-	-	-	(600)	(31)	(631)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	14	-	-	-	14	18	32
Capitaux propres au 31 décembre 2023	100	714	5 256	(392)	34	787	6 499	1	6 500
Retraitement des capitaux propres d'ouverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1 janvier 2024	100	714	5 256	(392)	34	787	6 499	1	6 500
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres	-	-	-	-	(77)	-	(77)	15	(62)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.	-	-	-	-	(7)	-	(7)	-	(7)
Réévaluation des contrats d'assurance	-	-	-	-	4	-	4	-	4
Différences de conversion	-	-	-	14	-	-	14	(1)	13
Résultat de la période avant affectation	-	-	-	-	-	952	952	29	981
Résultat global de la période	-	-	-	14	(80)	952	886	43	929
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	787	-	-	(787)	-	-	-
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres	-	-	(5)	-	3	-	(2)	1	(1)
Distribution de l'exercice ⁽⁵⁾	-	-	(600)	-	-	-	(600)	(17)	(617)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(19)	-	-	-	(19)	(28)	(47)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	100	714	5 419	(378)	(43)	952	6 764	-	6 764

(1) Le capital social de RCI Banque S.A. de 100 millions d'euros est composé de 1 000 000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées, 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault S.A.S. elle-même détenue à 100% par Renault S.A.

(2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.

(3) La variation des écarts de conversion constatée au 31 décembre 2024 concerne principalement le Royaume-Uni, le Brésil, la Corée et l'Argentine. Au 31 décembre 2023, il concernait l'Argentine, la Corée du Sud, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Colombie, le Brésil et la Turquie.

(4) Comprend notamment la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et la variation de la juste valeur des instruments de dettes pour - 25 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour - 18 M€ à fin décembre 2024.

(5) Distribution à l'actionnaire Renault d'un dividende sur le résultat 2023 de 600 M€ d'euros.

5.2.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	12/2024	12/2023
RÉSULTAT NET	981	800
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	23	18
Dotations nettes aux provisions	86	(20)
Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	(2)	12
Produits et charges d'impôts différés	(2)	(78)
Pertes et gains nets des activités d'investissement	-	1
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(5)	157
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	1 081	890
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	134	49
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	234	139
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(567)	(1 351)
• Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(25)	(100)
• Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(542)	(1 251)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(3 404)	(1 474)
• Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(5 299)	(5 179)
• Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	1 895	3 705
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	3 525	1 197
• Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	(22)	39
• Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	3 410	1 827
• Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	137	(669)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	45	(88)
VARIATION NETTE DES ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	(401)	(1 716)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (A)	814	(777)
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(257)	(13)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(56)	(72)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(313)	(85)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	167	(643)
• Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés	784	9
• Dividendes versés	(617)	(631)
• Var. de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	-	(21)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	167	(643)
EFFET DES VAR. DES TAUX DE CHANGE ET DE PÉRIMÈTRE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS (D)	(77)	73
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A+ B+C+D)	591	(1 432)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	5 859	7 291
• Caisse, Banques centrales (actif et passif)	4 729	5 836
• Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 130	1 455
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	6 450	5 859
• Caisse, Banques centrales (actif et passif)	5 681	4 729
• Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	769	1 130
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ⁽¹⁾	591	(1 432)

(1) Les règles de détermination de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont présentées au paragraphe "règles et méthodes comptables".

5.3 Annexe aux comptes consolidés

RCI Banque S.A., société mère du groupe, est une société anonyme (public limited company) à Conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A. est situé au 15 rue d'Uzès 75002 Paris, France. RCI Banque S.A. est détenue par Renault S.A.S elle même détenue à 100% par Renault S.A.

RCI Banque SA a pour principale activité le financement des marques Renault, Nissan et Mitsubishi.

Les états financiers consolidés du groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre portent sur la société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros (M€), sauf indication contraire.

5.3.1 Approbation des comptes – distributions

Les comptes consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2024, ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 11 février 2025 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée générale du 20 mai 2025.

Distribution de dividendes 2023

Le conseil d'administration du 9 février 2024 a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2023, le versement d'un dividende de 600 M€, soit un dividende par action de 600 €.

Dividendes au titre de l'exercice 2024

Le conseil d'administration du 11 février 2025 a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2024, le versement d'un dividende de 150 M€, soit un dividende par action de 150 €.

5.3.2 Faits marquants

Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé pour environ 822 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande et pour environ 765 M€ de titres adossés à des crédits octroyés par sa filiale française.

La succursale italienne a par ailleurs mis en place au cours du second semestre 2024 sa première titrisation privée de prêts automobiles pour un montant de financement de 600 M€.

Variations de périmètre

Groupe Mein Auto

Le 02 janvier 2024, RCI Banque SA, par le biais de sa filiale Mobilize Lease&Co SAS, a acquis la totalité des titres de MS Mobility Solutions GmbH, de DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH, de Mobility Concept GmbH et sa filiale Mein Auto GmbH, pour une valeur de 248 M€.

Ces quatre entités sont consolidées par intégration globale.

Cette acquisition, la première pour Mobilize Lease&Co SAS depuis la création de cette filiale en novembre 2022, a permis d'accélérer la croissance et le développement des offres de location longue durée en Allemagne.

Le goodwill est estimé à 84 M€ pour une juste valeur des actifs acquis de 164 M€.

Compania de Seguros

Passage en intégration globale de la société d'assurance vie Argentine RCI Compania de seguros de personas au 30 septembre 2024.

Sortie de périmètre

L'entité BARN B.V (mise en équivalence) a été liquidée en Novembre 2024.

5.3.3 Règles et méthodes comptables

En application de la réglementation européenne, les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services de l'exercice 2024 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2024 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

5.3.3.1 Évolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2024.

Nouveaux textes d'application obligatoire en 2024

IFRS 17 et amendements	Contrats d'assurance
Amendements IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants
Amendements IFRS 16	Passif de location dans le cadre d'une cession-bail
Amendements IAS 7	Entente de financement de fournisseurs

L'application des amendements IAS 1, IFRS 16 et IAS 7 à compter du 1^{er} janvier 2024 est sans effet significatif sur les états financiers du groupe

Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le groupe

Nouvelles normes et amendements IFRS non appliqués par anticipation par le Groupe	Date d'application selon l'IASB
Amendement IAS 21	1 ^{er} janvier 2025

Le groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs, L'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne	Date d'application selon l'IASB
Amendement IFRS 9/ IFRS 7	Classement et évaluation des instruments financiers
Amendement IFRS 9/IFRS 7	Contrats d'électricité dont la production dépend de la nature (« renouvelable »)
Améliorations annuelles Volume 11	Processus annuel d'amélioration des normes
IFRS 18	Classement Présentation et informations à fournir dans les états financiers
IFRS 19	Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public

Le Groupe étudie les impacts d'IFRS 18 et n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application des autres amendements.

5.3.3.2 Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe Mobilize Financial Services revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements. L'impact de ces estimations au 31 décembre 2024 est décrit ci-dessous

Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice 2023, auxquelles s'ajoute l'effet défavorable prévisible sur le montant des provisions de l'application de la nouvelle définition du défaut pour le périmètre traité en méthode avancé.

Durant l'exercice 2024, des évolutions méthodologiques ont été apportées aux paramètres de calcul des provisions IFRS 9 (PD et LGD) pour les pays en méthode avancée. Leurs impacts sont présentés en "note 7 - Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité" et en complément présenter les principales évolutions apportées aux paramètres.

Forward-looking

La provision « forward looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

Approche sectorielle

La provision forward looking intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques (dont les entreprises opérant dans ces secteurs et les particuliers travaillant dans ces entreprises). Chaque semestre, Coface fournit une évaluation actualisée du risque de défaut commercial (faible, moyen, élevé et très élevé) pour les principaux secteurs économiques.

Actuellement, les secteurs considérés comme présentant le risque le plus élevé dans une perspective sectorielle prospective sont la construction, la fabrication de papier et le textile-habillement.

Selon des analyses complémentaires, aucune dégradation n'est attendue dans le secteur du tourisme, de l'hébergement, des loisirs et de l'économie créative.

Le montant de la provision forward looking sectorielle est indiqué dans le tableau plus bas.

Approche statistique

La provision statistique est basée sur trois scénarios :

- Scénario « Stability » : stabilité pendant les trois prochaines années des paramètres de provisions des pertes attendues ou ECL (Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;
- Scénario « Baseline » : utilisation des paramètres de stress issus de modèles internes. Les paramètres PD et LGD sont soumis à des stress tests en fonction des prévisions des indicateurs macroéconomiques correspondants au scénario « Baseline » établi par la BCE.
- Scénario « Adverse » : approche similaire au scénario « Baseline » mais avec une utilisation de données macroéconomiques dégradées établies par la BCE. Ces données sont utilisées pour modéliser des PD/LGD plus élevées, entraînant des pertes attendues (ECL) plus importantes.

Tous les indicateurs macroéconomiques ci-dessous sont pondérés par les marchés de Mobilize Financial Services, le G6 qui comprend la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et le Brésil et sont basés sur les dernières prévisions de la BCE.

L'activité économique a progressé modérément en 2024, la consommation des ménages profitant néanmoins de l'augmentation du pouvoir d'achat due à la diminution de l'inflation. En 2025 et 2026, la croissance devrait s'intensifier, soutenue par la reprise de l'investissement privé à mesure que les taux d'intérêt se détendaient.

La croissance annuelle moyenne du PIB en volume s'établi à 0,7 % en 2024 et devrait se renforcer de 1,2 % en 2025 et de 1,5 % en 2026.

L'inflation a nettement diminué, atteignant une moyenne annuelle de 2,4 % en 2024, puis 2,0 % en 2025 et 1,9 % en 2026, grâce au ralentissement de la croissance des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés.

Le taux de chômage devrait connaître une légère hausse au cours des deux prochaines années, passant de 6,6 % en 2024 à 6,8 % en 2025, puis 6,9 % en 2026. L'évaluation générale d'une situation tendue sur le marché du travail demeure pertinente.

Cela entraîne des variations dans la pondération des scénarios – la nouvelle proposition de pondération reflète l'incertitude mondiale et une perspective prudente pour l'économie. L'instabilité politique dans les principaux marchés européens nécessite ces ajustements.

Clientèle et réseau	FL Scénario Poids – Décembre 2023			FL Scénario Poids – décembre 2024			Variance		
	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse
France	0,35	0,55	0,10	0,25	0,50	0,25	-0,10	-0,05	0,15
Allemagne	0,35	0,55	0,10	0,30	0,55	0,15	-0,05	0,00	0,05
Italie	0,35	0,45	0,20	0,30	0,45	0,25	-0,05	0,00	0,05
Royaume-Uni	0,35	0,50	0,15	0,30	0,50	0,20	-0,05	0,00	0,05
Brésil	0,30	0,45	0,25	0,25	0,45	0,30	-0,05	0,00	0,05
Espagne	0,35	0,45	0,20	0,30	0,45	0,25	-0,05	0,00	0,05
Corée	0,35	0,50	0,15	0,30	0,50	0,20	-0,05	0,00	0,05
Hors G7 (ECLAT)	0,35	0,45	0,20	0,30	0,45	0,25	-0,05	0,00	0,05
Colombie	0,60	0,30	0,10	0,55	0,30	0,15	-0,05	0,00	0,05

Ces pondérations reflètent leurs probabilités de survenance, permettant ainsi de calculer une provision forward looking statistique. Le montant de la provision est obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9 du scénario « Stability ».

L'évolution de la provision forward looking par pays réalisée au 31 décembre 2024 est détaillée dans le tableau ci-dessous.

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2024
France	19	16	4	2			41
Espagne	13	4	1	2			20
Allemagne	7	8	2				17
Italie	6	6	(3)				9
Brésil	2	3	2				7
Colombie	2	3	1				6
Royaume-Uni	4	1	1				6
Maroc	3	1	1			1	6
Corée	2	2	1				5
Pologne	1	2					3
Suisse	1	1					2
Autriche	1						1
Autres	4	3	1	1	1		10
TOTAL	65	50	11	5	1	1	133

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2023
France	22	13	3				38
Espagne	10	4	1	1			16
Allemagne	7	8	2				17
Italie	5	6					11
Royaume-Uni	5	4	1				10
Colombie	3	5	1				9
Corée	4	3					7
Brésil	2	3	2				7
Maroc	4	2	1				7
Pologne	1	1					2
Portugal	2						2
Autriche	1						1
Autres	1	1	1				3
TOTAL	67	50	12	1			130

Ainsi, la provision totale du Forward looking (activité financement Clientèle et Réseaux) s'est élevée à :

Approche statistique : 107 M€ à fin décembre 2024 contre 102 M€ à fin décembre 2023.

Approche sectorielle : 25 M€ à fin décembre 2024 contre 29 M€ à fin décembre 2023.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 132 M€ contre 130 M€ à fin décembre 2023.

Sensibilité du forward looking statistique par rapport à décembre 2023 :

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Stability conduirait à une réduction de la provision statistique de 102 M€.

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Baseline conduirait à une réduction de 13 M€ de la provision statistique.

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Adverse conduirait à une augmentation de 184 M€ de cette provision.

Provisions au dire d'expert

Un ajustement des provisions statistiques peut être apporté au niveau local. L'expert peut ajuster l'allocation d'une exposition performante ou non performante, ainsi que l'ECL calculée s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés et sont classés en 2024 en cinq catégories : risque de crédit relatif aux clients fragiles, risque relatif à l'inflation, risque individuel sur contrepartie(s) entreprise(s), risque de non-adéquation statistique (paramètres de risque), autres provisions à dire d'expert (ex risques identifiés sur des sous-portefeuilles, ajustements sur des contrats en défaut ou présentant des impayés).

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2024
Risque relatif aux clients fragiles	13						13
Risque individuel sur contrepartie entreprise	2	(6)	6				2
Risque de non-adéquation paramètres de risque	(2)	(6)	13				5
Provisions à dire d'expert	2		(6)			(6)	(10)
TOTAL	15	(12)	13			(6)	10

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2023
Risque relatif aux clients fragiles	11						11
Risque relatif à l'inflation	27						27
Risque individuel sur contrepartie entreprise	1	2	6				9
Risque de non-adéquation paramètres de risque	(1)	(8)	(11)				(20)
Provisions à dire d'expert	1	1	(5)		1	(5)	(7)
TOTAL	39	(5)	(10)		1	(5)	20

Provision clientèle

Le total des provisions à dire d'expert Clientèle se monte à 16 M€ en décembre 2024 soit une baisse de 8 M€ par rapport à décembre 2023.

Risque relatif aux clients fragiles

Toutes les entités doivent identifier les clients fragiles par la mise en œuvre d'un arbre de décision et/ou par la mise en place d'un modèle de score. Lorsque l'identification des clients est réalisée, il convient d'établir la sévérité de la difficulté pour définir les actions associées à cette sévérité. Une provision d'expertise additionnelle doit être appliquée aux clients fragiles de sévérité élevée et moyenne classés en Bucket 1.

En décembre 2024, la variation nette de ces provisions est une augmentation de 2 M€, expliqué pour partie par l'Italie (+1 M€, augmentation du nombre de clients détectés Medium et High fragiles), l'Autriche (volume stable mais hausse des taux de couverture statistique) et le Maroc.

Risque relatif à l'inflation

Sur les portefeuilles Grand Public, un ajustement lié à une dégradation de la solvabilité des clients qui voient le coût de la vie impacté par l'inflation a été généralisé fin 2022. La méthodologie utilisée pour calibrer cet ajustement consiste à estimer quelle part du portefeuille en Bucket 1 serait susceptible de basculer en Bucket 2 en stressant les éléments de coût de la vie, et de couvrir cette partie du portefeuille en Bucket 1 sur la base du taux moyen de provisionnement des Buckets 1 et 2.

Le processus de désinflation observé en 2024 a conduit à la reprise intégrale de l'ajustement, au 31 décembre 2024.

Risque individuel sur contreparties entreprises

Ces expertises sont appliquées lors de revues individuelles d'entreprises. La variation au regard de l'exercice clos au 31 décembre 2023 (-7 M€) s'explique principalement par la France avec un ajustement réalisé sur certains clients Corporate, tenant compte d'informations qualitatives non incluses dans les modèles statistiques.

Risque de non-adéquation du modèle statistique

Ces expertises sont réalisées afin de couvrir des biais ou incertitudes sur les paramètres de risque. Elles peuvent également être appliquées pour anticiper des évolutions de paramètres ou des changements de modèles.

La variation des provisions pour risque de non-adéquation statistique entre décembre 2023 et décembre 2024 est principalement liée à la Colombie où l'ajustement qui conduisait à une expertise négative (expliquée par des taux de couverture statistiques fortement impactés par l'allongement de la maturité des prêts à la suite de la hausse des taux d'intérêt, et un biais méthodologique comptabilisant en pertes tous les montants dus après 84 mois) a été finalement intégré dans les provisions statistiques.

Autres provisions à dire d'expert

Les autres provisions à dire d'expert incluent les expertises liées à l'identification d'une poche de risque sur un segment précis (« risk cluster »), les ajustements hors modèle sur des contrats restructurés lorsque des signes d'une possible dégradation sont identifiés (« moratoria »), et la reclassification des encours Bucket 3 en impayés techniques. La France contribue le plus à cette dernière expertise : à la suite de l'application de la nouvelle définition du défaut (NDoD), un certain nombre de clients reste systématiquement en défaut, expliqué par la rétention en B3 durant la période probatoire de 3 mois une fois que le client n'a plus d'arriéré.

Les provisions à dire d'expert « moratoria » ne concernent plus que le Maroc au 31 décembre 2024, pour 1,2 M€, la provision constituée en Italie pour 2 M€ ayant été reprise.

Les expertises « Risk Cluster » en progression de +1,9 M€ par rapport à décembre 2023 concernent principalement l'Autriche (+1,7 M€) expliquée par une forte baisse des prix de cession constatés sur les Véhicules Electriques, et l'Italie (+0,8 M€) sur des contrats en location opérationnelle présentant des arriérés dans l'attente d'une méthodologie de provisionnement spécifique.

Provision réseau

En ce qui concerne la partie réseau un ajustement des provisions statistiques peut être éventuellement apporté au niveau local en cas de nécessité. L'expert peut ajuster l'ECL calculé s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés.

La variation entre décembre 2023 et décembre 2024 est expliquée notamment par l'évolution des provisions d'expertise en France et Italie.

5.3.3.3 Principes de consolidation

Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive par le Groupe (filiales et succursales), directement ou indirectement. Les comptes des sociétés sous contrôle conjoint sont consolidés par mise en équivalence lorsque celles-ci sont qualifiées de coentreprises. Les comptes des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont également comptabilisées par mise en équivalence.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés sont éliminés.

Les sociétés consolidées par le groupe Mobilize Financial Services sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi ainsi que les sociétés de service associées.

Les actifs titrisés de Diac SA, de RCI Financial Services Ltd, ainsi que des succursales italiennes, espagnole et allemande, pour lesquels le groupe Mobilize Financial Services conserve la majorité des risques et avantages, restent inscrits à l'actif du bilan. Le groupe considère qu'il conserve le contrôle sur les fonds communs de titrisation (FCT) créés dans le cadre de ses opérations de titrisation, en raison de la détention des parts les plus risquées, jugées déterminantes pour l'exercice du pouvoir conformément à la norme IFRS 10. Le fonds contrôlé

est ainsi consolidé par intégration globale, ce qui implique une élimination des opérations réciproques ainsi que la conservation des créances cédées, des intérêts courus et des provisions afférentes qui leur sont rattachés à l'actif de la situation financière consolidée. En parallèle, les emprunts obligataires émis par le fonds sont intégrés au passif du bilan du groupe et les charges y afférentes sont intégrées au compte de résultat.

Conformément aux dispositions d'IFRS 9, le groupe ne décomptabilise pas les créances titrisées car le fonds commun de titrisation (FCT) chargé de leur gestion reste sous le contrôle de Mobilize Financial Services. Dans le cadre du business model de « collecte » et conformément à la politique comptable et aux seuils du groupe, les cessions de créances par titrisation sont peu fréquentes mais significatives. Ces cessions de créances via la titrisation ne remettent pas en cause le business model de « collecte » appliqué à ces portefeuilles et leur comptabilisation au coût amorti.

Participation ne donnant pas le contrôle

Le groupe a consenti des engagements de rachat de participations détenues par des actionnaires minoritaires dans des filiales consolidées par intégration globale. Ces engagements optionnels (options de vente) sont évalués à leur juste valeur et classés en autres dettes au passif dans la situation financière consolidée, avec une contrepartie enregistrée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres. L'évaluation de juste valeur repose sur le prix éventuel que le groupe Mobilize Financial Services serait amené à payer en cas d'exercice, en tenant compte notamment des résultats futurs du portefeuille de financement existant à la date de clôture et en référence aux dispositions définies dans les contrats de coopération.

Les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle (achats/cessions) sont comptabilisées comme des transactions en capital. La différence entre la rémunération reçue ou versée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle cédées ou rachetées est reconnue directement en capitaux propres.

5.3.3.4 Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis sur la base du format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation n° 2017-02 du 14 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Ces catégories sont précisées dans les notes ci-après.

Résultat d'exploitation

Le résultat des cessions d'activités ou de participations opérationnelles (totales ou partielles), le résultat des cessions de participations dans des entreprises associées et coentreprises (totales ou partielles) et les autres résultats liés aux variations de périmètre sont comptabilisés en produits ou charges des autres activités.

Les coûts directs d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale sont comptabilisés en charges des autres activités. Les frais connexes à l'acquisition comme les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables, de valorisation et autres honoraires professionnels ou de conseil, sont enregistrés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont encourus et les services reçus.

Consolidation par mise en équivalence des entreprises associées et des coentreprises

La part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises présentées dans le compte de résultat consolidé du Groupe comprend la part dans le résultat de ces entreprises ainsi que les pertes de valeur et les réductions de pertes de valeur afférentes à ces entreprises.

Les goodwill relatifs à des entreprises associées et coentreprises sont inclus dans la valeur de ces participations à l'actif de la situation financière consolidée. En cas de perte de valeur, celle-ci est comptabilisée et intégrée au compte de résultat du Groupe via la part de résultat des entreprises associées et coentreprises.

Les frais d'acquisition des participations dans les entreprises associées et coentreprises sont incorporés dans le coût initial d'acquisition de ces participations.

Secteurs opérationnels

Les informations par secteur opérationnel sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité exécutif groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8. La segmentation opérationnelle s'aligne sur la répartition par marché, en cohérence avec la stratégie de l'entreprise. Les contributions par marché sont analysées par période sur les principaux agrégats du compte de résultat et l'encours moyen productif.

Le groupe Mobilize Financial Services a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : 1) les financements et services associés à la clientèle final (Grand Public et Entreprises regroupés), autres que ceux du Réseau et 2) les financements octroyés au Réseau de concessionnaires du Renault Group et des marques Nissan et Mitsubishi. Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication.

Activité	Clientèle	Réseau
Crédit	✓	✓
Location Financière	✓	NA
Location Opérationnelle	✓	NA
Services	✓	NA

5.3.3.5 Conversion des comptes des sociétés étrangères

Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans les cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

Les comptes des sociétés étrangères du groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, leurs comptes étant ensuite convertis dans la monnaie de présentation du groupe de la manière suivante :

- les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, qui sont maintenus au taux historique, sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période ; ce taux étant utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes, sauf cas de fluctuations significatives ;
- l'écart de conversion est inclus dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat.

Les goodwill dégagés lors d'un regroupement avec une société étrangère sont traités comme des actifs et des passifs de l'entité acquise. Ils sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de cette entité et convertis en euros au taux de clôture.

Lors de la cession d'une société étrangère, les différences de conversion sur ses actifs et passifs, constatées précédemment en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

Hyperinflation

Pour déterminer si un pays est en hyperinflation, le Groupe se réfère à la liste publiée par l'International Practices Task Force (IPTF) du « Center for Audit Quality ». Les comptes des entités dont l'économie est en hyperinflation sont convertis en appliquant les dispositions de la norme IAS 29 « Informations financières dans les économies hyperinflationnistes ». Les éléments non monétaires du bilan, les postes du compte de résultat et du résultat global ainsi que les flux de trésorerie font l'objet d'une réévaluation dans la devise locale. L'ensemble des comptes est ensuite converti au taux de clôture de la période.

L'Argentine et la Turquie dans lesquelles le groupe Mobilize Financial Services exerce une activité significative ont été identifiées comme des pays à considérer comme étant en hyperinflation. La contrepartie des retraitements de réévaluation liée à l'hyperinflation argentine est présentée en résultat sur exposition à inflation. L'effet de l'entité Turque sur la contribution aux comptes du groupe Mobilize Financial Services est présentée dans la part du résultat des entreprises associées et co-entreprises.

5.3.3.6 Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat.

5.3.3.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amortis linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

Constructions	15 à 30 ans
Autres immobilisations corporelles	4 à 8 ans

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels amortis linéairement sur trois ans. Certains logiciels peuvent faire l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée plus longue si le groupe juge que la durée de trois ans ne reflète pas de façon fidèle leur durée d'utilisation.

5.3.3.8 Goodwill

Les goodwill sont évalués, à la date d'acquisition, comme étant l'excédent entre :

- le total de la contrepartie transférée évaluée à la juste valeur ainsi que le montant éventuel d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; et
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs.

Si le regroupement d'entreprises génère un goodwill négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

5.3.3.9 Pertes de valeur

Un test de dépréciation est effectué, au minimum une fois par an et dès que survient un indice de perte de valeur, en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Les flux futurs de trésorerie sont issus du plan d'affaires, établi et validé par la Direction, auquel s'ajoute une valeur terminale basée sur des flux de trésorerie normatifs actualisés, après application d'un taux de croissance à l'infini.

La juste valeur est déterminée à partir des exigences en fonds propres de chaque UGT, constituées d'entités juridiques ou de regroupement d'entités juridiques dans un même pays. La juste valeur correspond au maximum entre le montant exigé par le régulateur local et l'exigence du groupe appliqué à l'UGT.

Le taux d'actualisation avant impôt utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital déterminé par le Groupe. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, cette perte de valeur est comptabilisée en diminution des actifs concernés.

Les goodwill sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation irréversible est enregistrée dans le résultat consolidé de la période sur la ligne Variation de valeur des écarts d'acquisition.

L'horizon des données prévisionnelles relatives au résultat est de 3 ans. Pour BIPI, l'horizon est de 8 ans et le taux d'actualisation utilisé est le coût moyen pondéré du capital de BIPI.

Valeurs résiduelles

Le groupe Mobilize Financial Services assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement. La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée/kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, un ajustement prospectif du plan d'amortissement peut être constaté en cas de variation de la valeur de revente prévisionnelle. La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

5.3.3.10 Les contrats de location

Un contrat contient une location s'il confère au preneur le droit d'utiliser un actif spécifié pendant une période spécifiée en retour d'un paiement.

Contrats de location, côté preneur

En tant que preneur, le Groupe est engagé essentiellement dans des contrats de location immobilière et des contrats de locations de véhicules détenus par sa filiale Bipi.

Lorsque le groupe est preneur, à l'initiation du contrat, un actif lié au droit d'utilisation amorti sur la durée de location estimée est reconnu en contrepartie d'une dette financière évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements locatifs fixes sur la durée de location, et désactualisée au taux implicite du contrat de location s'il peut être facilement déterminé ou au taux d'emprunt marginal sinon. Le taux d'emprunt marginal, calculé par zone monétaire, correspond au taux sans risque en vigueur dans la zone, augmenté de la prime de risque du Groupe applicable pour la devise locale. La durée du contrat de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer.

Les loyers liés aux contrats de location de courte durée (de 12 mois ou moins) et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Contrats de « location opérationnelle », côté bailleur

Lorsqu'il est bailleur, le groupe Mobilize Financial Services opère une distinction entre les contrats de « location financement » (traités plus bas avec les actifs financiers) et les contrats de « location opérationnelle ».

Le principe général conduisant le groupe Mobilize Financial Services à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est toujours celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe Mobilize Financial Services sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transféré à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe Mobilize Financial Services tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle. La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe Mobilize Financial Services des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée de 8 à 10 ans, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location opérationnelle sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

5.3.3.11 Evaluation et présentation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Le groupe Mobilize Financial Services qualifie ses contrats de location en « location financière » dès lors qu'il y a transfert des risques et avantages liés à la propriété. Ces contrats sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes. Les créances de financement des ventes, de financement du réseau et les prêts liés à des placements de trésorerie sont classés comme « prêts et créances émis par l'entreprise » selon IFRS 9. Les prêts journaliers auprès de la Banque Centrale sont inscrits dans « Caisse et Banques Centrales ».

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce calcul inclut, outre la part contractuelle de la

créance, les bonifications d'intérêts reçus du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Les commissions liées à un contrat de financement sont intégrées comme coûts marginaux selon IFRS 9. Les commissions indépendantes (« stand-alone ») sont comptabilisées selon IFRS 15 et reconnues au résultat lorsque l'obligation de performance est remplie (à un instant précis ou à l'avancement).

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ».

5.3.3.12 Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme IFRS 9 se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès leur date d'origination (à l'exception de ceux dépréciés dès l'origine ou acquis en présence d'un événement de défaut). Chaque prêt ou créance, en date d'arrêté, est classé dans une catégorie de risque selon qu'il a subi ou non de détérioration significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale. De cette classification dépend le niveau de la provision pour perte de valeur attendue à comptabiliser pour chaque instrument :

- Bucket 1 : aucune dégradation ou dégradation non significative du risque de crédit depuis l'origination, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif dans un horizon de 12 mois ;
- Bucket 2 : dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination ou contrepartie financière non investment-grade, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif sur l'intégralité de sa durée de vie ;
- Bucket 3 : Classement en défaut de la contrepartie.

La date d'origination des actifs est la date à laquelle le groupe est irrévocablement engagé vis-à-vis de sa contrepartie, via la signature d'un engagement ou via la constatation de la créance.

Affectation entre les trois catégories de risque

Pour répartir les actifs entre les trois catégories de risque mentionnées ci-dessus, différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe Mobilize Financial Services.

Pour les contreparties bancaires, une notation groupe est établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie.

Pour les clients Réseau et Clientèle, les portefeuilles sont découpés en quatre segments sur lesquels sont développés des scores de comportement : Grand Public, Entreprises, Très Grandes Entreprises (France uniquement), Réseau. Les variables de score sont spécifiques à chaque pays et à chaque segment et incluent des critères qualitatifs ; forme juridique de l'entreprise, âge de l'entreprise, type de véhicule : véhicule neuf/véhicule Occasion, pourcentage d'apport comptant, état civil, mode d'habitation, profession, et quantitatifs ; durée de l'impayé en cours, durée écoulée depuis le dernier impayé régularisé, exposition, durée initiale de financement, ratios bilantiels usuels.

La dégradation significative du risque de crédit (le passage de Bucket 1 en Bucket 2) est analysée au niveau de la transaction, c'est-à-dire par contrat de financement pour l'activité « Financement clientèle particuliers et entreprises » ou par ligne de financement pour l'activité « Financement Réseau ». Pour les portefeuilles en notation IRB-A, un déclassement du Bucket 1 vers le Bucket 2 est effectué en fonction de la dégradation de la notation de la transaction par rapport à l'origination. Pour les portefeuilles en méthode standard (non notés), le déclassement du Bucket 1 en Bucket 2 s'effectue en fonction d'arbres de décision différents entre les activités Clientèle et Réseau, tenant compte entre autres de la présence d'impayés et des restructurations de contrats.

Par la suite, le retour en Bucket 1 pour les portefeuilles Retail et Réseau, notés en IRB-A, se fait lorsque le rating de la transaction s'est amélioré, lorsque le statut risque du tiers s'est amélioré pour les portefeuilles Réseau en approche standard. Pour les portefeuilles Clientèle en approche standard non notés, le retour en Bucket 1 s'opère douze mois après la date de régularisation du dernier impayé.

Enfin, le retour en Bucket 2 des instruments classés en Bucket 3 s'opère lorsque le client a remboursé l'intégralité de ses impayés significatifs au sens de la nouvelle définition du défaut de l'ABE et qu'il ne rencontre plus de critère de défaut, à l'issue d'une période probatoire de trois mois ou de douze mois pour les transactions restructurées. Dans le cas d'événements d'improbabilité de paiement, le retour en Bucket 2 se fait à dire d'expert.

Pour l'activité Réseau, les lignes de financement originées lorsque le client était en défaut (POCI) restent en Bucket 3. En cas de retour en Bucket 1, les nouvelles expositions suivent ce statut.

Cas spécifique des encours restructurés

Le groupe Mobilize Financial Services applique, pour l'identification des encours restructurés, la définition de l'European Banking Authority (EBA) donnée dans son ITS (Implementing Technical Standards) 2013/03 rev1 du 24 juillet 2014.

La restructuration de crédit (ou Forbearance) consiste dans la mise en place de concessions envers un client emprunteur qui rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières pour honorer ses engagements. Elle désigne ainsi les cas de modification des clauses et des conditions d'un contrat afin de redonner au client en difficulté financière la possibilité d'honorer ses engagements (exemple : changement du nombre d'échéances, report de la date d'échéance,

changement du montant des échéances, changement du taux client) ou de refinancement total ou partiel d'un engagement d'une contrepartie en difficulté (au lieu de le résilier), qui n'aurait pas eu lieu si le client n'avait pas connu de difficultés financières. Sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de difficultés financières.

Même si les difficultés financières s'appréhendent en revanche au niveau du client, l'encours restructuré se définit au niveau du contrat (« facility ») qui est restructuré, et non au niveau du tiers (pas de principe de contagion).

Les encours restructurés sont soit déclassés en Bucket 2 (performing, "viable forbearance measure") ou en Bucket 3 (non-performing, "distressed forbearance measure").

Par la suite, un contrat peut sortir des encours restructurés si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- Le contrat est considéré comme performant (sain ou incidenté) et l'analyse de la situation du client confirme qu'il a recouvré sa solvabilité et sa capacité à honorer ses engagements ;
- Un minimum de deux ans de période probatoire s'est écoulé depuis que le contrat restructuré est revenu en encours performant ;
- Des remboursements réguliers et significatifs ont été effectués par le client au cours, a minima, de la moitié de la période probatoire ;
- Aucune des expositions du client ne présente d'impayés de plus de 30 jours à la fin de la période probatoire.

Si un contrat restructuré classé performing bénéficie à nouveau de mesures de restructuration (extension de durée, etc.) ou s'il présente des impayés de plus de 30 jours durant sa période d'observation, il doit être déclassé en défaut (annulation de sa période d'observation).

Mesure des pertes de crédit attendues

Conformément à la norme IFRS 9, les pertes de crédit attendues (ECL) correspondent à l'espérance de la perte de crédit (en principal et en intérêts), actualisée au taux d'intérêt effectif (TIE) de l'actif. Ce montant constitue la provision affectée à une facilité ou à un portefeuille.

Les ECL sont déterminées comme le produit des éléments suivants, actualisés au TIE du contrat :

- Exposure at Default (EAD) : Montant de l'exposition attendue en cas de défaut de la contrepartie, en tenant compte des remboursements anticipés éventuels.
- Probabilité de défaut (PD) : Probabilité qu'une contrepartie du Groupe fasse défaut à l'horizon d'un an, basé sur les paramétrages bâlois.
- Loss Given Default (LGD) : Rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment de défaut. L'estimation s'appuie sur les données prudentielles en approche IRB, avec des ajustements pris en compte si nécessaire.

Pour les contrats dont la maturité est inférieure à 12 mois, la provision reste identique que l'opération soit classée en Bucket 1 ou en Bucket 2. Ce point est particulièrement significatif pour le périmètre Réseau, composé principalement de financements à court terme.

Information prospective et « forward looking »

Pour le calcul des pertes de crédit attendues (ECL), la norme IFRS 9 exige l'utilisation d'informations pertinentes, internes et externes, validées et raisonnablement disponibles. Cette estimation prospective repose sur une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, intégrant les effets des évolutions économiques futures sur le risque de crédit. Cette approche « forward looking » vise à refléter les impacts potentiels des variations macroéconomiques sur les pertes attendues.

Les projections macroéconomiques sont appliquées à l'ensemble des contrats du portefeuille, quel que soit le type de produit, qu'il s'agisse de crédits, de locations financières ou opérationnelles. Pour chaque scénario envisagé, des paramètres spécifiques, tels que la probabilité de défaut (PD) et la perte en cas de défaut (LGD), sont définis afin de déterminer les pertes attendues associées.

Dans le groupe, la provision forward-looking inclut une provision sectorielle pour couvrir dans le secteur Clientèle Entreprises les secteurs identifiés comme fragilisés et une provision statistique qui tient compte de scénarios macro-économiques appliqués à l'ensemble des encours Clientèle et Réseau.

La provision statistique est basée sur trois scénarios ; Stabilité, Baseline et Adverse qui sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance, ce qui permet de calculer une provision forward looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables du scénario Stability).

Critères de passage en défaut

Le passage en défaut d'un instrument financier au sein du groupe Mobilize Financial Services repose sur des critères quantitatifs et qualitatifs.

Critères quantitatifs : Un instrument est en défaut lorsque les impayés non techniques du client dépassent pendant plus de 90 jours consécutifs les seuils absolu (100€ pour les expositions Retail ou 500€ pour les expositions Non Retail), ou l'équivalent dans les devises locales, et relatif (les impayés représentent 1% de son encours total au bilan (sans considération des garanties potentielles obtenues sur l'instrument). Les seuils absolu et relatif sont évalués quotidiennement pour garantir une surveillance précise.

Critères qualitatifs : le groupe s'appuie sur les indicateurs pouvant traduire une absence probable de paiement une dégradation significative de la situation financière de la contrepartie (cas de surendettement, redressement ou liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation e biens ou assignations devant un tribunal international, informations internes et externes...), l'existence de contentieux ou de procédures judiciaires entre la contrepartie et l'établissement.

Ces éléments sont utilisés pour évaluer la capacité et la volonté du client à honorer ses engagements financiers.

Les créances litigieuses faisant l'objet d'un refus de paiement de la part du client à la suite de contestation de l'interprétation des clauses du contrat si la situation financière du client n'apparaît pas compromise, les clients à conditions de paiement négociables s'il n'y a aucun doute sur le recouvrement et les créances sur lesquelles ne pèse qu'un risque pays sont exclues des créances en défaut.

Règles de passage en pertes

Le passage en perte consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de rétablissement. Les filiales du groupe Mobilize Financial Services doivent sortir du bilan les encours par la contrepartie d'un compte de perte, et reprendre la dépréciation associée, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé et donc au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

En particulier, les créances deviennent irrécouvrables et donc sorties du bilan s'il s'agit :

- de créances ayant fait l'objet d'abandons en totalité dans le cadre d'un plan de redressement ; d'une liquidation judiciaire ;
- de créances prescrites ;
- de créances ayant fait l'objet d'un jugement légal défavorable (résultat négatif des poursuites engagées ou de l'action d'un contentieux) ;
- de créances envers un client disparu.

5.3.3.13 Comptabilisation et évaluation des actifs financiers hors prêts et créances à la clientèle

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument. Le portefeuille de titres est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IFRS 9. Les OPCVM et les FCP (parts de fonds) sont réputés non SPPI et sont donc valorisés à la juste valeur par résultat. Les titres de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable sont des instruments de capitaux propres et sont également comptabilisés en juste valeur par résultat.

Les actifs financiers répondant à la définition d'instruments de dette gérés dans le cadre d'un modèle de gestion de collecte et vente et passant les tests SPPI chez le groupe Mobilize Financial Services sont comptabilisés en juste valeur en contrepartie des Autres éléments du résultat global. Les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. La dépréciation de ce type de titre suit les modèles préconisés par la norme IFRS 9 en fonction des ECL.

Dans tous ces cas, la juste valeur de ces actifs financiers est déterminée en priorité par référence au prix de marché, ou, à défaut, sur la base de méthodes de valorisation non basées sur des données de marché.

5.3.3.14 Opérations entre le groupe Mobilize Financial Services et le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe Mobilize Financial Services contribue à conquérir et fidéliser les clients du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

L'aide à la vente

Au 31 décembre 2024, le groupe Mobilize Financial Services a assuré 21 734 M€ de nouveaux financements (cartes incluses) contre 21 187 M€ au 31 décembre 2023.

Relations avec le réseau de concessionnaires

Le groupe Mobilize Financial Services agit en partenaire financier afin de maintenir et s'assurer de la bonne santé financière des réseaux de distribution du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Au 31 décembre 2024, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 13 809 M€ contre 11 641 au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, 414 M€ sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du groupe Renault contre 276 M€ au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 778 M€ contre 804 M€ au 31 décembre 2023.

Relations avec les constructeurs

Le groupe Mobilize Financial Services règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. À l'inverse, en fin de contrat, le groupe Mobilize Financial Services est réglé par le groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe Mobilize Financial Services. Au 31 décembre 2024, cette participation s'élève à 1 040 M€ contre 747 M€ au 31 décembre 2023.

5.3.3.15 Impôts sur les résultats

Le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs dans la situation financière consolidée. Les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement de ces différences. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont reconnus en fonction de leur probabilité de réalisation future et sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

Pour évaluer les provisions pour positions fiscales incertaines, le Groupe utilise une méthode d'évaluation individuelle basée en général sur le montant le plus probable. Ces provisions sont classées sur des lignes dédiées dans la situation financière consolidée, afin de se conformer à leurs caractéristiques qualitatives.

5.3.3.16 Engagements de retraite et assimilés

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, la valeur actuelle de l'obligation est estimée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuées de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

5.3.3.17 Activité d'assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par les contrats d'assurance émis par les sociétés d'assurance consolidées sont établis depuis le 1er janvier 2023 conformément à la norme IFRS 17.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe et sont présentés dans les postes de même nature du bilan et du compte de résultat consolidé.

Compte tenu de la nature des portefeuilles d'assurance et de réassurance - contrats d'une durée supérieure à 1 an avec un profil de risque non linéaire - leurs provisions techniques sont évaluées selon le modèle général (dit « building blocks approach ») comprenant : (1) les estimations des flux de trésorerie futurs actualisés et pondérés par leur probabilité de réalisation, (2) un ajustement pour risque non financier et (3) la marge de service contractuelle.

Il n'existe aucun contrat participatif en portefeuille justifiant l'application du modèle « VFA - Variable Fee Approach ». Aucun contrat n'est évalué selon le modèle « PAA - Premium allocation Approach ».

L'activité d'assurance détient certaines couvertures de réassurance proportionnelle. Les composants des contrats de réassurance existants sont évalués séparément mais leur date de comptabilisation correspond à celle des contrats sous-jacents couverts, la réassurance portant sur les générations de contrat.

Conformément à la norme, les provisions techniques sont évaluées par groupes homogènes de contrats selon les règles d'agrégation suivantes :

- Par portefeuilles portant des risques similaires et gérés ensemble
 - Par cohortes annuelles
 - Par groupe de profitabilité, avec un groupe séparé pour les contrats onéreux au moment de leur comptabilisation.
- Les estimations des flux de trésorerie futurs actualisés pour les portefeuilles d'assurance et de réassurance correspondent à la projection de ces flux futurs de trésorerie (primes, prestations, frais généraux attribuables notamment) dans la frontière des contrats. Ces projections se basent sur des modèles qui reflètent le fonctionnement des contrats d'assurance et de réassurance et sont réalisées selon les niveaux d'agrégation précédemment définies. Ces modèles de projection se basent sur les mêmes fondements que ceux utilisés pour les calculs Solvabilité II. La frontière des contrats correspond à leur date de prise et de fin d'effet.

Les taux d'actualisation sont définis selon la méthode « bottom-up » à laquelle est ajoutée une prime d'illiquidité. La courbe des taux sans risque est celle définie par l'EIOPA. L'ajustement de la prime d'illiquidité est dérivé de la courbe des prix du marché en utilisant le modèle de risque de crédit structurel de Merton et l'ajustement CoC (Cost Of Capital) pour supprimer la probabilité de défaut « attendue » et les primes de risque de crédit pour les pertes (in)attendues, ajustées en fonction du portefeuille obligataire détenu.

Les frais d'acquisition correspondent aux commissions de distribution payés au réseau de distribution. Ces frais sont engagés à la date d'effet du contrat et sont amortis selon le même profil que la Marge de Service contractuelle (CSM).

L'ajustement pour risque non financier est déterminé pour compenser l'incertitude inhérente aux montants et au timing des flux de trésorerie projetés. Il repose sur la distribution observée la fréquence des sinistres, représentant le facteur de risque principal du portefeuille d'assurance et est calibré avec un seuil de confiance à 90%, cohérent avec ce qui est retenu dans les règles d'appétence aux risques. L'ajustement pour risques est amorti selon le profil des cashflow de sinistres.

La marge de service contractuelle représente la partie des bénéfices réalisés sur les contrats d'assurance souscrits qui sera différée et progressivement reportée au revenu sur la durée de vie estimée des contrats d'assurance. Elle est définie à la souscription des contrats et évolue en cours de vie des contrats en fonction des écarts d'expérience et d'hypothèse avec ce qui avait été attendu à l'origine.

Unités de couverture

La marge sur services contractuels est reconnue en compte de résultat en fonction des unités de couverture fournies sur la période. Une unité de couverture permet de refléter l'allocation de la marge de service contractuelle à mesure des services rendus. Les unités de couvertures permettent de mesurer les périodes de couverture du risque pour la reconnaissance du revenu (marge de service contractuelle). Ces unités de couvertures sont basées sur le profil de risques des cohortes annuelles de contrats en considérant le profil des sommes sous risques.

Option OCI

Traitement des marges internes

Le groupe a choisi de comptabiliser les impacts liés aux changements de taux d'actualisation dans les Autres éléments du Résultat global.

Estimations comptables pertinentes

L'ensemble des hypothèses techniques sous-jacentes pour le calcul flux futurs de trésorerie issus des portefeuilles d'assurance (fréquence des sinistres, taux d'acceptation de sinistres, durées d'indemnisation dans le cas de couverture des mensualités des financements sous-jacents, taux de rachat anticipé des contrats, frais unitaires) sont définies sur la base d'études statistiques sur les données des portefeuilles et représentent la meilleure estimation de ces éléments à la date de calcul. Les hypothèses financières sont basées sur des données fournies par le régulateur et des données de marché retenues par le groupe.

Compte de résultat :

Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance sont présentés au compte de résultat sous les rubriques « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités » uniquement pour les frais d'assurance gérés en externe.

Le groupe Mobilize Financial Service a décidé de recourir à l'option permettant de ventiler les produits financiers ou charges financières d'assurance de la période entre le résultat et les autres éléments du résultat global.

Actifs dédiés à l'assurance :

L'objectif premier de la stratégie d'investissement du groupe est de protéger et préserver ses actifs, avec toutes les décisions d'investissement à faire conformément au principe de la « personne prudente », tout en recherchant un retour adéquat afin de s'assurer que les investissements sont faits dans le meilleur intérêt des assurés.

À cet égard, le portefeuille d'investissement des activités d'assurance peut être considérée comme gérée de manière conservatrice car il est largement composé d'obligations corporate, souveraines et supranationales, de prêts à terme ainsi que de dépôts à vue. Le groupe a poursuivi la diversification de ses participations en obligations d'entreprises de qualité investment grade en privilégiant les émetteurs ayant un bilan ESG satisfaisant selon les critères "CDP - Carbon Disclosure Project (cf. Note 4 - Actifs financiers).

Il est à noter que les obligations et les prêts à terme sont détenus jusqu'à l'échéance conformément à la politique du groupe business model de « collecte ».

5.3.3.18 Les passifs financiers

Les passifs financiers du groupe Mobilize Financial Services sont constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit et de dépôts Épargne auprès de la clientèle.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

À chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement qui sont étalés actuariellement sur la durée de l'émission.

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

5.3.3.19 Émissions structurées et dérivés incorporés

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé sous-jacent de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe Mobilize Financial Services correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

5.3.3.20 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change et de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par le groupe Mobilize Financial Services peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie ou d'investissement net. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs. Le groupe Mobilize Financial Services applique les dispositions d'IFRS 9 pour la désignation et le suivi de ses relations de couverture.

Évaluation

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est déterminée par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture. Elle intègre par ailleurs la valorisation des effets « de base » des swaps de taux et change.

Celle des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

Ajustement de crédit

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré à l'exclusion de ceux compensés en chambre au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debit Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD - Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD - Loss Given Default) est estimée par défaut à 60 %.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie. Dans certains pays, lorsque l'information n'est pas disponible, la probabilité de défaut est approchée avec celle du pays de la contrepartie.

Couverture de juste valeur

Le groupe Mobilize Financial Services a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») à ses couvertures du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe/payeur variable.

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif financé à la juste valeur par résultat l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

Le groupe Mobilize Financial Services a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable/payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe ;
- couverture du risque de taux sur des ensembles composés d'un passif à taux fixe et d'un swap payeur variable/receveur fixe par un swap payeur fixe/receveur variable ;
- couverture de flux futurs ou probables en devises.

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. Le groupe calcule un ratio de couverture pour s'assurer que les nominaux des couvertures n'excèdent pas les nominaux couverts. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

5.3.4 Adaptation à l'environnement Économique et financier

Dans un environnement économique contrasté, le groupe Mobilize Financial Services maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

L'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 est maintenant présente dans 6 pays différents (France, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Espagne et Pays-Bas). Elle a permis de créer une ressource alternative et constitue aujourd'hui la principale source de financement du groupe. De plus elle vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Sur le marché obligataire, le groupe se finance sur des maturités allant de 3 à 8 ans en euro et émet régulièrement des green bonds depuis 2022. De plus, depuis 2019, MFS est présent sur le marché de la dette obligataire subordonnée. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Instruments dérivés à la juste valeur par résultat

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe Mobilize Financial Services n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

5.3.3.21 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte. Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Mobilize Financial Services. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Le pilotage du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration ;
- **refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement ;
- **réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier ;

- **prix de transfert:** Le refinancement des entités européennes du groupe est coordonné par la Trésorerie groupe qui gère la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification ;
- **scénarios de stress :** Le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts et de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressée sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers ;
- **plan d'urgence :** Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque de crédit

La qualité de portefeuille crédit (mesurée par le taux de prêt non performants) s'est maintenue à 2.5% des encours clientèles (hors Réseau) en défaut en décembre 2024, en recul de 8 points de base par rapport à décembre 2023. Les encours en défaut suivent la croissance de l'encours total depuis décembre 2023.

En matière de politique d'octroi de crédit, la mise en œuvre et le renforcement des procédures d'acceptation des particuliers et des entreprises s'est poursuivie. De nouvelles règles ont été notamment publiées au 1er semestre 2024 pour encadrer les expositions maximales et les schémas délégataires pour les financements de location opérationnelle.

Le groupe Mobilize Financial Services conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de rentabilité.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités financiers mensuels.

Les Comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises) dont la durée moyenne était inférieure à un an au 31 décembre 2024.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisés par le Comité Financier. Le groupe Mobilize Financial Services porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

En outre, RCI Banque S.A. a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

Gestion du risque d'assurance

L'appétence du groupe au risque Assurance lié à l'activité des compagnies d'assurance est « Modéré ». En effet, l'activité assurance n'est pas le cœur de métier de Mobilize Financial Services, mais elle contribue significativement au résultat du groupe

Le groupe a une gestion de « personne prudente » concernant les risques auxquels il pourrait être exposé dans ses activités d'assurance. Les risques principaux liés à cette activité sont les suivants :

Risques de souscription (risques techniques)

Les risques techniques regroupent les potentielles pertes liées à :

- une conception des produits, une définition des garanties défaillante,
- une tarification inadaptée,
- un non-respect des règles de souscription,
- un profil de risque des assurés défavorable (structure par âge...),

- une dérive de la sinistralité sous-jacente,
- une hausse des annulations et rachats des contrats,
- une couverture de réassurance inadaptée.

Les risques souscrits (décès, invalidité/incapacité, chômage, perte totale du véhicule financé) sont sujets à une faible volatilité et sont assurés sur des durées courtes correspondant aux durées de financement. De plus la diversification des portefeuilles par zone géographique permet de réduire les risques. Le profil de risque est donc modéré.

D'autre part, les produits d'assurance et leur distribution sont soumis à un processus de revue périodique conformément aux exigences réglementaires de surveillance et de gouvernance produit. Les indicateurs techniques sont en place pour monitorer la structure du portefeuille assuré, la sinistralité et les taux de rachat et ainsi d'identifier les éventuelles dérives.

Risques de liquidité

Les sociétés d'assurance n'ont pas de dettes financières. En effet, les principaux passifs financiers de la société découlent de dettes à court terme. L'exposition au risque de liquidité résulte principalement de la nécessité de régler les obligations futures relatives aux provisions techniques d'assurance (ses engagements vis-à-vis des clients sont à plus d'un an) et autres dettes tels que l'impôt sur le revenu et autres sommes dues. Pour répondre à ces obligations, le groupe se fixe des critères très stricts d'analyse de sa liquidité sur la base d'une analyse actif-passif dans un scénario de run-off des portefeuilles d'assurance. Cette analyse est réactualisée chaque trimestre. De surcroît le groupe n'investit que dans des actifs très liquides renforçant le profil de sécurité.

Aucune exposition aux actifs non liquides tels que les actions, l'immobilier, participations, actifs non cotés...

Risques de contrepartie

Comme précisé plus haut, les sociétés d'assurance n'investissent que dans des actifs (dépôt bancaires, obligations souveraines, supra ou agences ou obligations d'entreprises) de qualité investment grade à faible risque de crédit.

Risques de taux d'intérêt

Avec l'introduction d'IFRS17, l'ensemble du bilan des compagnies d'assurance est désormais soumis au risque de taux d'intérêt ; les actifs financiers sont valorisés à la « Valeur de marché » (IFRS 9) tandis que les provisions techniques d'assurance au passif sont valorisées à la « juste valeur » (IFRS17). Les variations de courbe des taux amène donc de la volatilité dans les états financiers. Toutefois cette volatilité est contenue et représente un impact économique limité. En effet, les actifs financiers sont à taux fixe et détenus jusqu'à leur maturité, les engagements d'assurances du portefeuille des contrats encours ont une maturité moyenne courte de l'ordre de 24 mois et la politique d'investissement repose sur une adéquation actif-passif. Les portefeuilles d'assurance ne comportent pas de contrats avec une participation aux bénéfices aux assurés.

De plus, le groupe ne s'appuie pas sur des refinancements externes pour les activités d'assurance.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un suivi détaillé dans le rapport ORSA « Own Risk & Solvency Assessment » des compagnies d'assurance. Il s'agit notamment de mesurer leur potentiel impact sur la solvabilité des compagnies d'assurance dans le cadre de la réalisation de stress-tests.

Environnement macroéconomique

Aux Etats Unis, le maintien de taux directeurs élevés a permis de faire baisser l'inflation. Après avoir atteint un point haut à 3,5% fin mars 2024, l'inflation est passée de 3,4% à fin 2023 à 2,7% fin novembre 2024. La croissance économique a été dynamique en 2024, avec une moyenne de 2,6 % contre 3,2 % en 2023. Le marché de l'emploi est resté fort, montrant cependant des signes de ralentissement. En effet, les créations d'emplois ont diminué et le taux de chômage a augmenté depuis mars 2024, atteignant 4,2 % en novembre. Ainsi, la Fed a entamé un assouplissement de sa politique monétaire. Après avoir maintenu les taux directeurs inchangés depuis juillet 2023, elle a réduit ses taux directeurs de 50 points de base en septembre, puis de 25 points de base en novembre et en décembre 2024. Le marché prévoit deux autres baisses en 2025 pour atteindre 3,9%.

En Europe, le resserrement monétaire opéré par la BCE depuis 2022 a permis de faire baisser l'inflation de 2,9% à fin 2023 à 2,4% fin décembre 2024. La baisse des taux directeurs entamée en juin 2024 a ouvert une nouvelle phase de normalisation monétaire. La BCE a ainsi réduit ses taux directeurs à quatre reprises (100 points de base au total) en 2024. Le marché anticipe quatre baisses supplémentaires en 2025 (100 points de base) majoritairement au premier semestre, afin d'atteindre un niveau de 2% en juin. L'objectif est d'atteindre ce niveau de taux jugé neutre, voire un niveau plus bas en cas de faible croissance dans les principaux pays européens (PIB du 3ème trimestre : 0,9% annuel). L'institution n'a donné aucune indication sur ses prochaines décisions de politique monétaire et a réitéré la dépendance des décisions aux données économiques disponibles à chaque réunion.

Au Royaume uni, l'inflation a fortement diminué, passant de 4% à fin 2023 à 1,7% à fin septembre 2024 pour se stabiliser à 2,6% en fin d'année. L'économie s'est légèrement redressée avec un PIB en croissance de 0,9% à fin septembre, contre -0,3% à fin 2023. Le marché de l'emploi se normalise, avec un taux de chômage revenant à 4,3 %, proche des niveaux de fin 2023. La hausse des salaires a progressé significativement au premier semestre, puis a ralenti atteignant un creux de 3,8 % fin août avant de remonter à 4,6 % fin octobre, contre 5,8 % fin 2023. Les élections générales de juillet 2024 ont marqué le retour au pouvoir du parti travailliste après 15 ans de gouvernement conservateur. La priorité du nouveau gouvernement est le retour de la croissance après une période prolongée d'instabilité économique. La Banque d'Angleterre (BOE) a abaissé son taux directeur à deux reprises de 25 points de base en juillet et en novembre 2024. Le marché anticipe deux nouvelles baisses de 25 points de base en 2025, pour atteindre 4,1 % fin 2025.

Les marchés actions continuent d'afficher de bonnes performances malgré quelques périodes de retournement passager. Les valeurs américaines et européennes profitent de la baisse de l'inflation et de la solidité des bénéfices des entreprises dans un environnement économique et géopolitique incertain. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +8,3% et +23,3% depuis la fin de 2023. Après s'être écarté tout début 2024, l'indice IBXX Corporate Bond Euro qui avait clôturé l'année 2023 à 91 points de base, s'est resserré jusqu'à début juillet, atteignant un point bas à 82 points de base. Depuis début octobre, il a commencé à s'écarter fortement pour atteindre 99 points de base à fin décembre.

5.3.5 Refinancement

Dans ce contexte, le groupe a émis l'équivalent de 5,1 Md€ sur le marché obligataire en 2024. Le groupe a émis six émissions publiques senior en Euro respectivement de 2 ans et un jour (400 M€), 3,5 ans (800 M€), 4 ans (600 M€ Green bond), 5 ans (600 M€ augmenté à 700 M€ en octobre), 6 ans (800 M€) et 7 ans (700 M€) et une émission en CHF de 5 ans (120 M CHF). La filiale Polonaise a par ailleurs émis deux émissions à 3 ans pour un total de 850 M PLN. Le groupe a également renforcé sa structure de capital en émettant une deuxième souche de dette subordonnée Tier 2 NC 10.25Y NC 5,25 (750 M€).

Sur le marché de la titrisation, le groupe a lancé deux opérations publiques au cours de l'année 2024. Une transaction de 822 M€ adossée à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande a été placée au cours du premier semestre 2024. La deuxième transaction a été émise pour 765 M€ adossée à des crédits octroyés par sa filiale française. La succursale italienne a par ailleurs mis en place au cours du second semestre 2024 sa première titrisation privée de prêts automobiles pour un montant de financement de 600 M€. Les titrisations privées de prêts automobiles au Royaume-Uni, de leasing en Allemagne et de composante valeur résiduelle des contrats de LOA en France ont vu leur période revolving étendue pour deux années supplémentaires. Le montant des deux premières opérations a été légèrement augmenté pour atteindre 700 M£ au Royaume-Uni et 450 M€ en Allemagne.

L'activité de collecte d'épargne s'est montrée dynamique et compétitive en termes de coût de la ressource collectée. Les encours d'épargne collectée ont progressé de 2,3 Md€ depuis le début d'année pour s'établir à 30,5 Md€.

Par ailleurs, Mobilize Financial Services a renforcé son système de surveillance du risque de liquidité en introduisant de multiples scénarios de crise de liquidité dont la gravité et la vitesse de propagation varient. Ces scénarios comprennent des hypothèses de stress sur le financement du marché et des sorties massives de dépôts. La banque a défini un horizon de continuité des activités pour chaque scénario et effectue régulièrement des tests de résistance pour évaluer sa résilience. Au mois de décembre 2024, la réserve de liquidité (périmètre européen) s'élevait à 14,8 md€, permettant de répondre à l'appétit pour le risque interne de continuité d'activité dans chaque scénario de stress de liquidité. Cette réserve se décompose en 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 4,6 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 5,6 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) et 0,2Md€ d'actifs financiers.

Au 31 décembre 2024, la sensibilité globale au risque de taux du groupe Mobilize Financial Services s'est maintenue en dessous de la limite fixée à 70 M€.

Au 31 décembre 2024, une hausse des taux parallèles⁽¹⁾ aurait un impact sur la marge nette d'intérêts (MNI) du groupe de -10,2 M€.

Devise	K€	Devise	K€	Devise	K€	Devise	K€
ARS	107	CZK	181	HUF	0	SEK	0
BRL	1 199	EUR	-3 326	KRW	20	RON	503
CHF	909	DKK	-84	MAD	172		
COP	-1 415	GBP	-3 915	PLN	-4 572		

La somme des valeurs absolues des sensibilités à un choc de taux parallèle⁽¹⁾ dans chaque devise s'élève à 20,1 M€.

La position de change transactionnelle⁽²⁾ (titres de participation au capital des filiales exclus) consolidée du groupe Mobilize Financial Services atteint 12,7 M€ à fin décembre 2024.

5.3.6 Exigences réglementaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE)

575/2013, le groupe Mobilize Financial Services est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier). Au 31 décembre 2024, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

1) Depuis 2021 et en conformité avec les orientations de IEBA (Guidelines IRRBB), l'amplitude des chocs de taux est fonction de la devise. Au 31 décembre 2024, les chocs de taux appliqués pour chaque devise ont été de : + 100 bps CHF et KRW ; + 150 bps pour EUR, SEK et DKK ; + 200 bps pour GBP, CZK et MAD ; + 250 bps pour HUF ; + 300 bps pour le RON, COP et PLN ; + 350 bps pour le BRL ; + 500 bps pour l'ARS

2) Position de change excluant les titres de participations au capital des filiales.

5.3.7 Notes sur les comptes consolidés

NOTE 1	Secteurs opérationnels	NOTE 14	Titrisation
1.1	Segmentation par marché	NOTE 15	Comptes de régularisation et passifs divers
1.2	Segmentation géographique	NOTE 16	Passif sur contrats d'assurance émis
NOTE 2	Caisse et Banques centrales	NOTE 17	Provisions
NOTE 3	Instruments dérivés de couverture	NOTE 18	Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie
NOTE 4	Actifs financiers	NOTE 19	Dettes subordonnées
NOTE 5	Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	NOTE 20	Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir
NOTE 6	Opérations avec la clientèle et assimilées	NOTE 21	Ventilation des flux futurs contractuels par échéance
6.1	Opérations avec la clientèle	NOTE 22	Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur
6.2	Opérations de location financière		Hypothèses et méthodes retenues
6.3	Opérations de location opérationnelle	NOTE 23	Accords de compensation et autres engagements similaires
6.4	Exposition maximale au risque de crédit sur la qualité des créances jugées saines	NOTE 24	Engagements donnés
6.5	Valeurs résiduelles en risque porté par le groupe Mobilize Financial Services	NOTE 25	Engagements reçus
NOTE 7	Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité		Garanties et collatéraux
7.1	Ventilation des opérations avec la clientèle par buckets et zones géographiques	NOTE 26	Exposition au risque de change
7.2	Variation des opérations avec la clientèle	NOTE 27	Intérêts et produits assimilés
7.3	Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle	NOTE 28	Intérêts et charges assimilées
NOTE 8	Comptes de régularisation et actifs divers	NOTE 29	Commissions
NOTE 9	Participations dans les entreprises associées et coentreprises	NOTE 30	Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat
NOTE 10	Immobilisations corporelles et incorporelles	NOTE 31	Produits et charges nets des autres activités
NOTE 11	Goodwill	NOTE 32	Charges générales d'exploitation et des effectifs
NOTE 12	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	NOTE 33	Coût du risque par catégorie de clientèle
NOTE 13	Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre	NOTE 34	Impôts sur les bénéfices
13.1	Banques centrales	NOTE 35	Événements postérieurs à la clôture
13.2	Dettes envers les établissements de crédit		
13.3	Dettes envers la clientèle		
13.4	Dettes représentées par un titre		
13.5	Ventilation des dettes par méthode d'évaluation		
13.6	Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés		
13.7	Ventilation de l'endettement par durée restant à courir		

01.

02.

03.

04.

05.

06.

07.

NOTE 1 Secteurs opérationnels

1.1 Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2024
Encours productif moyen	42 377	10 927		53 304
Actif productif moyen	45 067	10 927		55 994
Produit net bancaire	1 602	369	209	2 180
Résultat brut d'exploitation	1 055	275	82	1 412
Résultat d'exploitation	896	263	81	1 240
Résultat avant impôts	849	263	82	1 194

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2023
Encours productif moyen	39 195	10 488		49 683
Actif productif moyen	40 684	10 488		51 172
Produit net bancaire	1 543	342	76	1 961
Résultat brut d'exploitation	999	278	(28)	1 249
Résultat d'exploitation	838	287	(29)	1 096
Résultat avant impôts	778	286	(30)	1 034

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées/ Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 Segmentation géographique

En millions d'euros	Année	Encours net à fin ⁽¹⁾	dont Encours Clientèle net à fin ⁽¹⁾	dont Encours Réseaux net à fin
Europe	2024	57 080	44 140	12 940
	2023	50 466	39 588	10 878
dont Allemagne	2024	10 436	8 989	1 447
	2023	8 676	7 362	1 314
dont Espagne	2024	5 006	4 017	989
	2023	4 421	3 574	847
dont France	2024	20 071	14 924	5 147
	2023	18 282	14 000	4 282
dont Italie	2024	8 029	6 274	1 755
	2023	6 863	5 649	1 214
dont Royaume-Uni	2024	7 097	5 963	1 134
	2023	6 325	5 287	1 038
dont Autres pays ⁽²⁾	2024	6 441	3 973	2 468
	2023	5 899	3 716	2 183
Afrique - Moyen-Orient	2024	645	435	210
	2023	528	377	151
Asie - Pacifique	2024	618	597	21
	2023	834	823	11
dont Corée du Sud	2024	618	597	21
	2023	834	823	11
Amérique	2024	2 690	2 052	638
	2023	2 868	2 267	601
dont Argentine	2024	228	78	150
	2023	100	34	66
dont Brésil	2024	1 763	1 349	414
	2023	1 935	1 450	485
dont Colombie	2024	699	625	74
	2023	833	783	50
TOTAL GROUPE RCI BANQUE	2024	61 033	47 224	13 809
	2023	54 695	43 054	11 641

(1) Y compris opérations de location opérationnelle.

(2) Belgique, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Suède, Hongrie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovénie, Slovaquie, Croatie, Irlande, Portugal, Roumanie.

Les produits provenant des clients externes sont affectés aux différents pays en fonction du pays d'appartenance de chacune des entités. En effet, chaque entité n'enregistre que des produits provenant de clients résidents dans le même pays que l'entité.

NOTE 2 Caisse et Banques centrales

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Caisse et Banques centrales	5 681	4 729
Caisse et Banques centrales	5 679	4 728
Créances rattachées	2	1
Créances à terme sur Banques centrales		4
Créances rattachées		4
TOTAL DES CAISSE ET BANQUES CENTRALES	5 681	4 733

NOTE 3 Instruments dérivés de couverture

En millions d'euros	12/2024		12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	100	89	44	196
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	106	180	181	93
Instruments dérivés de change : Couverture des investissement nets		1		
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	206	270	225	289

Les instruments dérivés non qualifiés d'instruments de couverture ont été reclassés en tant qu'actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de flux de trésorerie sont adossés à des dettes à taux variable et à des ensembles agrégés composés d'une dette à taux fixe et d'un swap de taux d'intérêt payeur variable.

Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couvertures de flux de trésorerie

En millions d'euros	Couvertures de flux de trésorerie	Échéancier de transfert en résultat de la réserve de couverture de flux de trésorerie		
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Solde au 31 décembre 2022	218	15	203	
Variation de juste valeur en capitaux propres	(46)			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	(119)			
Solde au 31 décembre 2023	53	28	25	
Variation de juste valeur en capitaux propres	36			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	(113)			
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2024	(24)		(24)	

Le tableau ci-dessus indique pour les couvertures de flux de trésorerie, les périodes au cours desquelles RCI Banque SA s'attend à ce que les flux de trésorerie interviennent et influent sur le résultat.

La variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie résulte d'une part de la variation de la juste valeur des instruments de couverture portée en capitaux propres, ainsi que du transfert en résultat de la période selon le même rythme que l'élément couvert.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024	Dt entreprises liées
COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE					
Opérations de change à terme					
Ventes	1 755			1 755	
Achats	1 737			1 737	
Opérations de change au comptant					
Prêts	29			29	
Emprunts	29			29	
Opérations de swap de devises					
Prêts	132	19		151	
Emprunts	58	84		142	
COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX					
Opérations de swap de taux					
Prêteurs	8 164	17 652	1 450	27 266	
Emprunteurs	8 164	17 652	1 450	27 266	

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023	Dt entreprises liées
COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE					
Opérations de change à terme					
Ventes	1 619			1 619	
Achats	1 561			1 561	
Opérations de change au comptant					
Prêts	1			1	
Emprunts	1			1	
Opérations de swap de devises					
Prêts	82	93		175	
Emprunts	84	91		175	
COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX					
Opérations de swap de taux					
Prêteurs	9 407	11 451	500	21 358	
Emprunteurs	9 407	11 451	500	21 358	

NOTE 4 Actifs financiers

En millions d'euros	12/2024	12/2023
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES^(*)	496	483
Effets publics et valeurs assimilées	331	322
Obligations et autres titres à revenus fixes	165	161
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	153	143
Titres à revenus variables	43	41
Obligations et autres titres à revenus fixes	83	72
Participations dans les sociétés non consolidées	2	3
Instruments dérivés de taux	10	23
Instruments dérivés de change	15	4
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS^(*)	649	626
(*) Dont entreprises liées	2	3
(**) Dont actifs financiers dédiés à l'assurance	207	202

Dans le cadre de la couverture des dépôts à vue modélisés à taux variable, le groupe Mobilize Financial Services a mis en place des dérivés de taux non qualifiés comptablement de dérivés de couverture selon les dispositions d'IFRS 9. En

conséquence, ces dérivés de couverture économique sont classés en actifs financiers ou passifs financiers à la juste valeur par résultat.

NOTE 5 Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2024	12/2023
CRÉANCES À VUE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1 374	1 390
Comptes ordinaires débiteurs	1 310	1 359
Prêts au jour le jour	63	31
CRÉANCES RATTACHÉES	1	
Créances à terme sur les établissements de crédit	165	149
Comptes et prêts à terme en bucket 1	112	143
Comptes et prêts à terme en bucket 2	53	6
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT*	1 539	1 539
(*) Dont entreprises liées	2	3

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 986 M€ en décembre 2024 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse, Banques Centrales ».

NOTE 6 Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	12/2024	12/2023
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	59 012	53 851
Opérations avec la clientèle	40 206	36 919
Opérations de location financière	18 806	16 932
OPÉRATIONS DE LOCATION OPÉRATIONNELLE	3 039	1 564
TOTAL OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE ET ASSIMILÉES	62 051	55 415

La valeur brute des encours restructurés (y compris le non-performing), suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés

financières, s'élève à 244 M€ au 31 décembre 2024 contre 225 M€ au 31 décembre 2023. Elle est dépréciée à hauteur de 83 M€ au 31 décembre 2024 contre 64 M€ au 31 décembre 2023.

6.1 Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2024	12/2023
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	40 776	37 203
Affacturage sain	548	347
Affacturage dégradé depuis l'origination	28	4
Autres créances commerciales saines	22	6
Autres crédits sains à la clientèle	36 668	33 664
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	1 969	1 838
Comptes ordinaires débiteurs sains	728	577
Créances en défaut	813	767
CRÉANCES RATTACHÉES SUR CLIENTÈLE	74	114
Autres crédits à la clientèle en non défaut	53	46
Comptes ordinaires débiteurs en non défaut	17	65
Créances en défaut	4	3
ÉLÉMENTS INTÉGRÉS AU COÛT AMORTI SUR CRÉANCES CLIENTÈLE	119	393
Etalement des frais de dossiers et divers	(63)	(30)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(612)	(414)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	794	837
DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	(763)	(791)
Dépréciation sur créances saines	(122)	(137)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(95)	(113)
Dépréciation des créances en défaut	(461)	(450)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(85)	(91)
TOTAL NET DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	40 206	36 919

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi. La dépréciation de la Valeur résiduelle concerne le crédit (en risque porté et non porté).

6.2 Opérations de location financière

En millions d'euros	12/2024	12/2023
CRÉANCES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE	19 348	17 206
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	17 157	15 065
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 714	1 722
Créances en défaut	477	419
CRÉANCES RATTACHÉES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE	4	8
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	3	7
Créances en défaut	1	1
ÉLÉMENTS INTÉGRÉS AU COÛT AMORTI SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE	(167)	47
Etalement des frais de dossiers et divers	(11)	6
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(592)	(379)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	436	420
DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE	(379)	(329)
Dépréciation sur créances saines	(75)	(66)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(78)	(73)
Dépréciation des créances en défaut	(223)	(189)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(3)	(1)
TOTAL NET DES CRÉANCES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE	18 806	16 932

Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
Location financière - Investissement net	7 811	11 327	47	19 185
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	867	944	3	1 814
LOCATION FINANCIÈRE - INVESTISSEMENT BRUT	8 678	12 271	50	20 999
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	5 400	7 864		13 264
• Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées	2 194	2 670		4 864
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	6 484	9 601	50	16 135

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
Location financière - Investissement net	6 641	10 577	43	17 261
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	677	767	7	1 451
LOCATION FINANCIÈRE - INVESTISSEMENT BRUT	7 318	11 344	50	18 712
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	4 417	7 310	1	11 728
• Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées	2 118	2 451		4 569
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	5 200	8 893	50	14 143

6.3 Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	12/2024	12/2023
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION	3 087	1 595
Valeur brute des immobilisations données en location	4 301	2 433
Amortissements sur immobilisations données en location	(1 214)	(838)
CRÉANCES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION OPÉRATIONNELLE	24	17
Créances saines et dégradées depuis l'origine	30	13
Créances en défaut	18	13
Produits et charges restant à étaler	(24)	(9)
DÉPRÉCIATION DES OPÉRATIONS DE LOCATION OPÉRATIONNELLE	(72)	(48)
Dépréciation des créances en défaut	(11)	(8)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(61)	(40)
TOTAL NET DES OPÉRATIONS DE LOCATION OPÉRATIONNELLE*	3 039	1 564
(*) Dont entreprises liées	(14)	(3)

Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Inférieur à 1 an	302	109
De 1 an à 5 ans	641	428
Supérieur à 5 ans	62	100
TOTAL	1 005	637

6.4 Exposition maximale au risque de crédit sur la qualité des créances jugées saines

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 73 991 M€ au 31 décembre 2024 contre 67 102 M€ au 31 décembre 2023. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers

et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors-bilan consolidé du groupe Mobilize Financial Services (cf. note 25 Engagements reçus).

Montant des créances échues

En millions d'euros	12/2024	dont non défaut ⁽¹⁾	12/2023	dont non défaut ⁽¹⁾
Depuis 0 à 3 mois	889	651	680	461
Depuis 3 à 6 mois	82		71	
Depuis 6 mois à 1 an	63		74	
Depuis plus de 1 an	56		54	
DEPUIS 0 À 3 MOIS	1 090	651	879	461

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non classées en Bucket 3.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseau). À la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes au regard des dispositions réglementaires.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 853 M€ au 31 décembre 2024 contre 916 M€ au 31 décembre 2023.

6.5 Valeurs résiduelles en risque porté par le groupe Mobilize Financial Services

Le montant total de l'exposition au risque sur valeurs résiduelles porté en propre par le groupe Mobilize Financial Services (hors expositions sur batteries et expositions au risque résiliation anticipée) s'élève à 4 583 M€ au 31 décembre 2024 contre 3 356 M€ au 31 décembre 2023. Cette exposition est provisionnée à hauteur de 117 M€ au 31 décembre 2024 contre

74 M€ au 31 décembre 2023 pour la provision valeur résiduelle des véhicules en risque portée hors risque batterie et hors risque sur Voluntary Termination (concerne pour l'essentiel le Royaume-Uni). La provision pour valeur résiduelle en risque porté, est une provision qui couvre la perte de valeur portée par le groupe Mobilize Financial Services à la revente d'un véhicule.

NOTE 7 Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2024
VALEUR BRUTE	48 385	13 858	1 022	63 265
Créances saines	43 719	13 483	1 016	58 218
En % du total des créances	90,4%	97,3%	99,4%	92,0%
Créances dégradées depuis l'origination	3 455	279		3 734
En % du total des créances	7,1%	2,0%		5,9%
Créances en défaut	1 211	96	6	1 313
En % du total des créances	2,5%	0,7%	0,6%	2,1%
DÉPRÉCIATION	(1 161)	(49)	(4)	(1 214)
Dépréciation créances saines	(318)	(26)	(2)	(346)
En % du total des dépréciations	27,4%	53,1%	50,0%	28,5%
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(171)	(2)		(173)
En % du total des dépréciations	14,7%	4,1%		14,3%
Dépréciation créances en défaut	(672)	(21)	(2)	(695)
En % du total des dépréciations	57,9%	42,9%	50,0%	57,2%
Taux de couverture	2,4%	0,4%	0,4%	1,9%
Créances saines	0,7%	0,2%	0,2%	0,6%
Créances dégradées depuis l'origination	4,9%	0,7%		4,6%
Créances en défaut	55,5%	21,9%	33,3%	52,9%
TOTAL DES VALEURS NETTES (*)	47 224	13 809	1 018	62 051
(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)	30	414	443	887

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2023
VALEUR BRUTE	44 182	11 679	722	56 583
Créances saines	39 651	11 430	720	51 801
En % du total des créances	89,7%	97,9%	99,7%	91,5%
Créances dégradées depuis l'origination	3 394	185		3 579
En % du total des créances	7,7%	1,6%		6,3%
Créances en défaut	1 137	64	2	1 203
En % du total des créances	2,6%	0,5%	0,3%	2,1%
DÉPRÉCIATION	(1 128)	(38)	(2)	(1 168)
Dépréciation créances saines	(316)	(18)	(1)	(335)
En % du total des dépréciations	28,0%	47,4%	50,0%	28,7%
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(183)	(3)		(186)
En % du total des dépréciations	16,2%	7,9%		15,9%
Dépréciation créances en défaut	(629)	(17)	(1)	(647)
En % du total des dépréciations	55,8%	44,7%	50,0%	55,4%
Taux de couverture	2,6%	0,3%	0,3%	2,1%
Créances saines	0,8%	0,2%	0,1%	0,6%
Créances dégradées depuis l'origination	5,4%	1,6%		5,2%
Créances en défaut	55,3%	26,6%	50,0%	53,8%
TOTAL DES VALEURS NETTES (*)	43 054	11 641	720	55 415
(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)	(2)	276	379	653

En dépit d'une amélioration, les perspectives mondiales restent modestes par rapport aux normes historiques. Selon le Fonds Monétaire International, la croissance mondiale 2024-2025 devrait rester stable mais décevante. Les risques baissiers restent prédominants avec notamment la montée des tensions géopolitiques, la fragmentation accrue des échanges commerciaux et des taux d'intérêt plus élevés pendant une période prolongée, la volatilité des marchés financiers, l'instabilité politique auxquels s'ajoute la menace de catastrophes climatiques.

La provision Forward Looking Sectorielle est revue semestriellement : elle a été réalisée en juin puis en décembre 2024. Cette partie sectorielle qui couvre des segments de clientèle jugés plus particulièrement à risque et pour lesquels une analyse individuelle n'est pas envisageable, porte sur 2 116 M€ d'encours au 31 décembre 2024 (contre 2 189 M€ au 31 décembre 2023), sans que leur classement en Bucket 1 ne soit affecté. Ces encours sont couverts à fin décembre 2024 par un stock de provisions de 25,1 M€ (contre 29,4 M€ à fin décembre 2023), soit une reprise nette de 4,3 M€ par rapport à décembre 2023. La liste des secteurs risqués a été révisée avec le maintien au 31 décembre 2024 des secteurs Textiles & Construction (sortie des secteurs Loisirs & Tourisme, Hébergement, Restauration, événementiels à fin juin 2024, Papier au 31 décembre 2024). Les provisions Forward Looking Sectoriel sont impactées par les évolutions méthodologiques IFRS9 et par la mise à jour des paramètres PD/LGD avec un effet défavorable global de -4,1 M€ (par rapport à juin 2024), notamment en France sur le segment Entreprises et la dégradation des paramètres, en Espagne et en Allemagne sur le segment Construction (impact du changement de méthodologie sur les taux de couverture). Nous rappelons également que depuis juin 2024, un changement de pondération du Bucket 2 dans la détermination du taux de couverture à appliquer a été réalisé (impact -4,7M€ en juin 2024 comparé à décembre 2023).

Sur l'activité clientèle, le taux de provisionnement des buckets 1 et 2 s'améliorent respectivement de +8 bps et de 44 bps versus décembre 2023, à respectivement 0,4% et 5,0%. Le taux de provisionnement du Bucket 3 progresse passant de 55,3% à fin décembre 2023 à 55,6% à fin décembre 2024. Les évolutions méthodologiques IFRS9 sur les pays du G7 ont été déployées et se sont traduites par un impact positif de 25 M€, répartis sur le B3 (LGD) et un effet mix parameters sur PD/LGD B1/B2.

A noter par rapport à décembre 2023, des cessions de portefeuilles douteux en Italie (14,5 M€), Corée et un nettoyage de portefeuilles en Espagne (créances provisionnées à 100%), Colombie (taux de provisionnement quasiment à 100%), et sur la France (créances provisionnées à 100%), expliquée notamment par une hausse du portefeuille douteux, une baisse des prix de cession des véhicules et une préparation à un programme de cession de créances douteuses à partir de 2025.

Rappelons également l'intégration de MeinAuto en 2024 avec un impact sur les créances en défaut du Groupe (26 M€ au 31 décembre 2024).

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 est stable, le taux de couverture du bucket 2 est à 0,7% à fin décembre 2024 contre 1,6% à fin décembre 2023, amélioration liée principalement à l'évolution positive de la distribution des encours par classe de risque et la baisse de provisions d'expertise dans certains pays. Les pays avec une contribution plus significative à cette amélioration sont la France et l'Espagne. Sur le bucket 3 le taux de couverture est à 21,9% contre 26,6% à fin décembre 2023, baisse expliquée notamment par l'évolution du mix du portefeuille en défaut avec un poids plus important des concessionnaires avec une date d'entrée en défaut récente, notamment due à une entrée en défaut plus significative sur le mois de décembre sur la France.

01.

02.

03.

04.

05.

06.

07.

7.1 Ventilation des opérations avec la clientèle par buckets et zones géographiques

En millions d'euros	Valeur brute des créances			Dépréciation des créances			Total 12/2024
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	18 956	1 363	516	(74)	(61)	(256)	20 444
Allemagne	9 877	679	117	(30)	(29)	(50)	10 564
Italie	7 590	474	76	(16)	(14)	(48)	8 062
Royaume-Uni	6 724	518	59	(125)	(7)	(28)	7 141
Espagne	4 852	222	83	(31)	(12)	(57)	5 057
Brésil	1 641	141	66	(14)	(12)	(30)	1 792
Corée du Sud	598	27	22	(7)	(3)	(19)	618
Suisse	965	69	21	(2)	(3)	(4)	1 046
Colombie	598	56	170	(9)	(12)	(95)	708
Pologne	1 164	77	49	(4)	(6)	(20)	1 260
Pays-Bas	854	8	2	(3)	(1)	(1)	859
Portugal	662	6	7	(6)	(1)	(5)	663
Autriche	653	15	3	(5)	(2)	(2)	662
Maroc	640	25	98	(8)	(7)	(74)	674
Autres pays	2 444	54	24	(12)	(3)	(6)	2 501
TOTAL	58 218	3 734	1 313	(346)	(173)	(695)	62 051

En millions d'euros	Valeur brute des créances			Dépréciation des créances			Total 12/2023
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	17 002	1 478	419	(68)	(64)	(221)	18 546
Allemagne	8 170	559	75	(21)	(25)	(36)	8 722
Italie	6 598	397	86	(14)	(12)	(59)	6 996
Royaume-Uni	6 153	323	43	(128)	(9)	(23)	6 359
Espagne	4 252	228	88	(27)	(13)	(68)	4 460
Brésil	1 745	187	105	(16)	(15)	(43)	1 963
Corée du Sud	802	43	30	(11)	(5)	(25)	834
Suisse	869	80	28	(1)	(3)	(3)	970
Colombie	697	89	160	(17)	(24)	(71)	834
Pologne	977	76	46	(3)	(4)	(18)	1 074
Pays-Bas	788	7	3	(2)		(1)	795
Portugal	651	8	7	(6)	(1)	(4)	655
Autriche	628	10	3	(5)	(2)	(1)	633
Maroc	495	32	88	(8)	(7)	(66)	534
Autres pays	1 974	62	22	(8)	(2)	(8)	2 040
TOTAL	51 801	3 579	1 203	(335)	(186)	(647)	55 415

7.2 Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2023	Augmen- tation ⁽¹⁾	Transfert ⁽²⁾	Rembour- sements	Abandons	12/2024
Créances saines	51 801	73 738	(1 146)	(66 175)		58 218
Créances dégradées depuis l'origination	3 579		714	(559)		3 734
Créances en défaut	1 203		432	(129)	(193)	1 313
TOTAL OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE (VB)	56 583	73 738		(66 863)	(193)	63 265

(1) Augmentations = Nouvelle production.

(2) Transfert = Changement de classification.

7.3 Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2023	Augmen- tation ⁽¹⁾	Diminu- tion ⁽²⁾	Transfert ⁽³⁾	Variations ⁽⁴⁾	Autres ⁽⁵⁾	12/2024
Dépréciation sur créances saines ^(*)	335	114	(75)	(150)	117	5	346
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	186	22	(20)	(23)	10	(2)	173
Dépréciation des créances en défaut	647	75	(203)	173	3		695
TOTAL DÉPRÉCIATIONS DES OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 168	211	(298)	-	130	3	1 214

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production.

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons.

(3) Transfert = Changement de classification.

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL...).

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre.

À noter : les mouvements en augmentation (1), en diminution (2), et transfert (3) passent au compte de résultat dans des rubriques du Produit net bancaires ou du coût du risque.

Les autres mouvements ⁽⁴⁾ et ⁽⁵⁾ ne sont que des variations bilantielles.

(*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles (véhicules et batteries) pour un montant de 149 M€ au 31 décembre 2024 contre 131 M€ au 31 décembre 2023.

NOTE 8 Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	12/2024	12/2023
CRÉANCES D'IMPÔTS ET TAXES FISCALES	736	659
Actifs d'impôts courants	115	88
Actifs d'impôts différés	264	249
Créances fiscales hors impôts courants	357	322
COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	1 413	1 583
Créances sociales	1	1
Autres débiteurs divers	1 050	912
Comptes de régularisation actif	82	110
Autres actifs	4	5
Valeurs reçues à l'encaissement	276	555
Contrats d'assurance et réassurance actifs	51	33
Contrats de réassurance détenus	51	33
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS (*)	2 200	2 275

(*) Dont entreprises liées

316

390

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 34.

La société RCI Banque SA a opté pour la possibilité de comptabiliser au bilan une partie de ses contributions versées annuellement au Fonds de résolution Unique, la partie complémentaire étant quant à elle, enregistrée au compte de résultat en impôts et taxes.

Ainsi les débiteurs divers comprennent au 30 décembre 2024, un montant cumulé de dépôt de garantie au titre du FRU de 19,6 M€ et un montant cumulé de 19.6M€ au 31 décembre 2023.

En contrepartie un engagement hors-bilan de paiement irrévocable d'un montant identique, est enregistré dans les engagements de financement (Note 24)

NOTE 9 Participations dans les entreprises associées et coentreprises

En millions d'euros	12/2024		12/2023	
	Valeur bilan des SME	Résultat	Valeur bilan des SME	Résultat
Orfin Finansman Anonim Sirketi	26	1	13	(2)
RN SF B.V.	26	1	25	8
Nissan Renault Financial Services India Private Limited	41	2	37	2
Mobility Trader Holding GmbH (RCI)	1	(3)	4	(20)
Select Vehicule Group Holding Limited	19	1	18	
TOTAL DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES	113	2	97	(12)

NOTE 10 Immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	12/2024	12/2023
VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	182	42
Valeur brute	240	87
Amortissements et provisions	(58)	(45)
VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27	25
Valeur brute	141	133
Amortissements et provisions	(114)	(108)
VALEUR NETTE DES DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS	81	83
Valeur brute	193	177
Amortissements et provisions	(112)	(94)
TOTAL NET DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	290	150

Les valeurs nettes des droits d'utilisation intègrent les contrats immobiliers ou mobiliers activés sous IFRS16 (voir paragraphe 1.3.3. - Règles et méthodes comptables).

La variation est essentiellement expliquée par la convergence comptable de MeinAuto dans le cadre du PPA (Purchase Price Allocation)

NOTE 11 Goodwill

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Royaume-Uni	37	36
Allemagne	96	11
Italie	9	9
Corée du Sud	17	18
République tchèque	3	3
Espagne	59	59
TOTAL DES GOODWILL VENTILÉS PAR PAYS	221	136

L'ensemble de ces goodwill a fait l'objet de tests de dépréciation (selon les méthodes et hypothèses décrites au paragraphe 1.3.3.3 - principe de consolidation). Ces tests n'ont pas fait apparaître de risque de dépréciation significative au 31 décembre 2024.

Le taux d'actualisation avant impôt est de 11,6% en décembre 2024.

Les hypothèses retenues résistent à une réalisation de résultat inférieure de 21% aux prévisions retenues dans les hypothèses 2024 ou à une augmentation de 3,3 points du taux d'actualisation entraîneraient une dépréciation du goodwill.

NOTE 12 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Instruments dérivés de taux	39	15
Instruments dérivés de change	13	47
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	52	62

NOTE 13 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre

13.1 Banques centrales

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Comptes et emprunts à terme	1 993	2 321
Dettes rattachées	7	54
TOTAL BANQUES CENTRALES	2 000	2 375

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 31 décembre 2024 à 6 695 M€, soit 6 256 M€ en titres de véhicules de titrisations et 439 M€ en créances privées.

Le groupe a remboursé sur l'exercice les derniers tirages du programme TLTRO III émis par la BCE. Pour rappel, le taux d'intérêt applicable à ces financements sur la période est calculé sur la base de la moyenne des taux des facilités de dépôts (Déposit Facility Rate) de la Banque Centrale Européenne.

Programme TFSME

Le groupe a également pu bénéficier du programme TFSME annoncé par la Banque d'Angleterre en 2020 et a pu effectuer en 2021 des tirages cumulés de 409,3 M€ avec une maturité en septembre et en octobre 2025.

Le taux d'intérêt applicable est calculé sur la base du taux de base de la Banque d'Angleterre (4,75% au 31 décembre 2024) plus une marge de 0,25%.

Le groupe a appliqué IFRS 9 à ces financements, en considérant ce taux ajustable comme un taux de marché applicable à toutes les banques bénéficiant du programme TFSME.

13.2 Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Dettes à vue envers les établissements de crédit	605	260
Comptes ordinaires créditeurs	94	15
Autres sommes dues	510	245
Dettes rattachées	1	
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 259	2 015
Comptes et emprunts à terme	2 173	1 920
Dettes rattachées	86	95
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	2 864	2 275

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

13.3 Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	12/2024	12/2023
COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	31 303	29 061
Comptes ordinaires créditeurs	253	341
Comptes créditeurs à terme	600	608
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires ^(*)	18 711	18 224
Dépôts à terme de la clientèle ^(**)	11 739	9 888
AUTRES SOMMES DUES À LA CLIENTÈLE ET DETTES RATTACHÉES	223	251
Autres sommes dues à la clientèle	112	171
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	36	15
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme		1
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	36	31
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	39	33
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE ^(*)	31 526	29 312
(*) Dont entreprises liées.	627	635
(*) Dont couverts part un régime de garantie des dépôts	26 923	25 072
En pourcentage	88,4%	89,2%

En millions d'euros	12/2024			12/2023		
	Compte d'épargne	Compte à terme	Total	Compte d'épargne	Compte à terme	Total
Allemagne	10 993	7 052	18 045	10 838	6 025	16 863
Royaume-Uni	3 142	2 862	6 004	2 695	2 822	5 517
Autriche	1 365	653	2 018	1 334	419	1 753
France	1 536	2	1 538	1 424	24	1 448
Espagne	1 107	960	2 067	1 087	463	1 550
Pays-Bas	604	242	846	877	143	1 020
Brésil		7	7		25	25
TOTAL DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	18 747	11 778	30 525	18 255	9 921	28 176

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage-espèces accordée à RCI Banque S.A. par le constructeur Renault pour un montant de 600 M€ couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault.

Le groupe Mobilize Financial Services a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, en juin 2015 au Royaume-Uni, et en novembre 2020 en Espagne, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme. Le groupe a déployé en juillet 2021 son activité de collecte d'épargne au Pays-Bas par l'intermédiaire de la fintech Raisin.

A fin décembre 2024, la croissance de l'activité dépôts (+2 349 M€, +8,3 %) est assortie d'une forte progression des produits à terme. En effet, ceux-ci ont augmenté de 1857 M€ / +18,7% alors que les produits à vue n'ont progressé que de 492 M€ / +2,7%, reflétant une anticipation de baisse des taux de la part des épargnants.

13.4 Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	12/2024	12/2023
TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES ⁽¹⁾	1 493	1 808
Certificats de dépôt	1 274	1 570
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	177	184
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	42	54
AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ⁽²⁾	6 320	4 324
Autres dettes représentées par un titre	6 313	4 317
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	7	7
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILÉS	16 433	14 184
Emprunts obligataires	16 058	13 857
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	375	327
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE*	24 246	20 316

(*) Dont entreprises liées

1

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco RCI Brasil SA, RCI Colombia SA Compania de Financiamiento et Diac SA.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd) et française (Diac SA) et italienne (RCI Banque Succursale Italiana)

13.5 Ventilation des dettes par méthode d'évaluation

En millions d'euros	12/2024	12/2023
DETTES ÉVALUÉES AU COÛT AMORTI - HORS COUVERTURE JUSTE VALEUR	52 941	48 411
Banques centrales	2 000	2 375
Dettes envers les établissements de crédit	2 864	2 275
Dettes envers la clientèle	31 526	29 312
Dettes représentées par un titre	16 551	14 449
DETTES ÉVALUÉES AU COÛT AMORTI - COUVERTURE JUSTE VALEUR	7 695	5 867
Dettes représentées par un titre	7 695	5 867
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	60 636	54 278

13.6 Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2024
Banques centrales	500	1 500	2 000
Dettes sur les établissements de crédit	1 358	1 506	2 864
Dettes envers la clientèle	17 685	13 841	31 526
Titres de créances négociables	253	1 240	1 493
Autres dettes représentées par un titre	6 319	1	6 320
Emprunts obligataires	2 180	14 253	16 433
TOTAL DE L'ENDETTEMENT PAR TAUX	28 295	32 341	60 636

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2023
Banques centrales	2 025	350	2 375
Dettes sur les établissements de crédit	1 224	1 051	2 275
Dettes envers la clientèle	15 655	13 657	29 312
Titres de créances négociables	532	1 276	1 808
Autres dettes représentées par un titre	4 317	7	4 324
Emprunts obligataires	2 126	12 058	14 184
TOTAL DE L'ENDETTEMENT PAR TAUX	25 879	28 399	54 278

13.7 Ventilation de l'endettement par durée restant à courir

La ventilation des dettes par échéance est exposée en note 20.

NOTE 14 Titrisation

Titrisation – Opérations publiques

Pays	France	France	France	France	France	France	France	Italie
Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	RCI Banque Succursale Italiana
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	LOA automobiles (Loyer)	LOA automobiles (Loyer)	LOA automobiles (Loyer)	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans France Master	Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Auto Loans France V 2022-1	Cars Alliance Auto Leases France V 2023-1	Cars Alliance Auto Leases France V 2020-1	Cars Alliance Auto Leases France Master	Cars Alliance Auto Loans France V 2024-1	Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 s.r.l.
Date de début	mai 2012	juillet 2013	mai 2022	octobre 2023	octobre 2020	octobre 2020	octobre 2024	juillet 2015
Maturité légale des fonds	août 2039	juillet 2033	novembre 2032	octobre 2038	octobre 2036	octobre 2038	octobre 2034	mars 2041
Montant des créances cédées à l'origine	715	1 020	759	769	1 057	533	814	1 234
Réhaussement de crédit à la date initiale	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 11,3%	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 18%	Cash reserve 0,7% Surcollatéralisation en créances de 13,7%	Cash reserve 1,25% Surcollatéralisation en créances de 9%	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 9%	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 10,3%	Cash reserve 1,25% Surcollatéralisation en créances de 14%	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 14,9%
Créances cédées au 31 décembre 2024	196	1 255	398	627	122	934	824	2 067
Titres émis au 31 décembre 2024 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque)	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A
	Notation : AAA	Notation : AA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AA
	162	1 000	300	630	45	954	700	1 835
			Class B	Classe B	Class B		Class B	
			Notation : AA	Notation : AA	Notation : AAA		Notation : AA	
			52	37	42		65	
	Classe B		Class C	Class C	Class C	Class B	Class C	Class J
	Non noté		Non noté	Non noté	Non noté	Non noté	Non noté	Non noté
	22		45	32	53	110	49	296
Période	Revolving	Revolving	Amortissement	Amortissement	Amortissement	Revolving	Revolving	Revolving
Nature de l'opération	auto-souscrite	Auto-souscrite	Marché	Marché	Marché	Auto-souscrite	Marché	Auto-souscrite

Pays	Espagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Royaume-Uni
Entités cédantes	RCI Banque Sucursal en Espana	RCI Bank Niederlassung	RCI Bank Niederlassung	RCI Bank Niederlassung	RCI Bank Niederlassung	RCI Bank Niederlassung	RCI Financial Services
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans Spain 2022	Cars Alliance Auto Loans Germany Master	Cars Alliance DFP Germany 2017	Cars Alliance Auto Loans Germany V 2021-1	Cars Alliance Auto Loans Germany V 2023-1	Cars Alliance Auto Loans Germany V 2024-1	CARS Alliance UK Master Plc
Date de début	novembre 2022	mars 2014	juillet 2017	octobre 2021	mars 2023	avril 2024	octobre 2021
Maturité légale des fonds	octobre 2036	mars 2039	août 2031	juin 2034	mars 2035	janvier 2036	septembre 2032
Montant des créances cédées à l'origine	1 223	674	852	1 009	757	860	1 249
Réhaussement de crédit à la date initiale	Cash reserve 1,1% Surcollatéralisation en créances de 8,8%	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 8%	Cash reserve 1,5% Surcollatéralisation en créances de 20,75%	Cash reserve 0,75% Surcollatéralisation en créances de 7,5%	Cash reserve 1,25% Surcollatéralisation en créances de 7,5%	Cash reserve 1,25% Surcollatéralisation en créances de 7%	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 28%
Créances cédées au 31 décembre 2024	1 121	603	648	414	582	900	1 263
Titres émis au 31 décembre 2024 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque)	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Classe A
	Notation : AA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AA
	1 120	550	540	337	497	800	905
				Class B	Class B	Class B	
				Notation : AA	Notation : AA	Notation : AA	
				24	19	22	
	Class B	Class B		Class C	Class C	Class C	Classe B
	Non noté	Non noté		Non noté	Non noté	Non noté	Non noté
	108	41		49	38	39	352
Période	Revolving	Revolving	Revolving	Amortissement	Amortissement	Revolving	Revolving
Nature de l'opération	Auto-souscrite	Auto-souscrite	Auto-souscrite	Marché	Marché	Marché	Auto-souscrite

En 2024 le groupe RCI Banque a procédé à une opération de titrisation publique en Allemagne et une opération de titrisation publique en France par l'intermédiaire de véhicules ad hoc.

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, des opérations ont été assurées par des banques ou des conduits et ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus.

Au 31 décembre 2024, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations privées est de 2 963 M€, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 3 362 M€.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l'exigence de rétention de 5% du capital économique mentionné à l'article 405 de la directive européenne n° 575/2013. Ces opérations n'ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s'élève à 16 510 M€ au 31 décembre 2024 (14 822 M€ au 31 décembre 2023), soit :

- pour les titrisations placées sur le marché : 3 867 M€;
- pour les titrisations auto-souscrites : 8 087 M€;
- pour les titrisations privées : 4 556 M€.

La juste valeur de ces créances est de 15 567 M€ au 31 décembre 2024.

Un passif de 6 320 M€ a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 6 358 M€ au 31 décembre 2024.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu'à la quote-part des titres conservés par le groupe Mobilize Financial Services, constituant une réserve de liquidité.

NOTE 15 Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	12/2024	12/2023
DETTES D'IMPÔTS ET TAXES FISCALES	1 013	961
Passifs d'impôts courants	133	135
Passifs d'impôts différés	804	772
Dettes fiscales hors impôts courants	76	54
COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	2 156	1 880
Dettes sociales	80	68
Autres créditeurs divers	1 067	887
Dettes sur actifs loués	84	85
Comptes de régularisation passif	585	513
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	336	318
Comptes d'encaissement	4	9
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS (*)	3 169	2 841
(*) Dont entreprises liées.	98	64

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 34.

De plus, les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer, les commissions d'assurance à payer par les entités maltaises et la valorisation des puts sur minoritaires.

NOTE 16 Passif sur contrats d'assurance émis

Réserves techniques d'assurance par composants

En millions d'euros	Flux de trésorerie actualisés	Ajust. pour risque non financier	Marge de service contract.	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	28	2	3	33
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	162	(18)	(326)	(182)
SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2024	190	(16)	(323)	(149)
Changements liés aux services actuels	(4)	4	199	199
MSC reconnue pour les services rendus			199	199
Modification de l'ajustement du risque		4		4
Ajustements d'expérience	(4)			(4)
Changements liés aux services futurs	379	(4)	(217)	158
Contrats initialement comptabilisés sur la période	345	(4)	(182)	159
Modifications des estimations qui ajustent la MSC	36		(35)	1
Changements d'estimations de pertes sur des contrats onéreux	(2)			(2)
Changements liés aux services passés	2	4		6
Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus	(8)			(8)
Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges	10	4		14
RÉSULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE	377	4	(18)	363
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	16		(12)	4
Autres mouvements	16		(12)	4
Autres éléments du résultat global	6			6
TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT ET OCI	399	4	(30)	373
Flux de trésorerie	(374)	(3)	(9)	(386)
Primes et impôts sur les primes reçus	(606)		(12)	(618)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	76		3	79
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	156	(3)		153
SOLDE NET DE CLÔTURE AU 31/12/2024	215	(15)	(362)	(162)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	48	2	1	51
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	167	(17)	(363)	(213)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Flux de trésorerie actualisés	Ajust. pour risque non financier	Marge de service contract.	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	32	3	1	36
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	186	(19)	(333)	(166)
SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2023	218	(16)	(332)	(130)
Changements liés aux services actuels	2	2	180	184
MSC reconnue pour les services rendus			180	180
Modification de l'ajustement du risque		2		2
Ajustements d'expérience	2			2
Changements liés aux services futurs	318	(5)	(159)	154
Contrats initialement comptabilisés sur la période	348	(5)	(188)	155
Modifications des estimations qui ajustent la MSC	(29)		29	
Changements d'estimations de pertes sur des contrats onéreux	(1)			(1)
Changements liés aux services passés	20	4		24
Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus	24	2		26
Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges	(4)	2		(2)
RÉSULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE	340	1	21	362
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(10)		(6)	(16)
Autres mouvements	(10)		(6)	(16)
Autres éléments du résultat global	(5)			(5)
TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT ET OCI	325	1	15	341
Flux de trésorerie	(353)	(1)	(6)	(360)
Primes et impôts sur les primes reçus	(591)			(591)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	54			54
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	184	(1)	(6)	177
SOLDE NET DE CLÔTURE AU 31/12/2023	190	(16)	(323)	(149)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	28	2	3	33
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	162	(18)	(326)	(182)

Réserves techniques d'assurance par couvertures

En millions d'euros	Passif pour couverture restante Hors perte	Passif pour couverture restante Perte	Passif pour sinistres survenus	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	27		6	33
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(136)		(46)	(182)
SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2024	(109)		(40)	(149)
Total des revenus d'assurance	432			432
Marge reconnue pour les services fournis	199			199
Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré	5			5
Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres	60			60
Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses	16			16
Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	152			152
Total des dépenses des services d'assurance	11	(2)	(78)	(69)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres			(64)	(64)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses			(20)	(20)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements			(1)	(1)
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	11			11
Changements des services passés			7	7
PERTES ET REPRISES DE PERTES SUR CONTRAT DÉFICITAIRE		(2)		(2)
Résultat du service d'assurance	443	(2)	(78)	363
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	5		(1)	4
Autres mouvements	5		(1)	4
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	6			6
Total Variations du compte de résultat et OCI	454	(2)	(79)	373
Flux de trésorerie	(462)		76	(386)
Primes et impôts sur les primes reçus	(618)			(618)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	3		76	79
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	153			153
SOLDE NET DE CLÔTURE AU 31/12/2024	(117)	(2)	(43)	(162)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	47	(2)	6	51
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(164)		(49)	(213)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Passif pour couverture restante Hors perte	Passif pour couverture restante Perte	Passif pour sinistres survenus	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	21	(1)	16	36
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(99)		(67)	(166)
SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2023	(78)	(1)	(51)	(130)
Total des revenus d'assurance	387			387
Marge reconnue pour les services fournis	180			180
Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré	5			5
Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres	49			49
Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses	14			14
Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	139			139
Total des dépenses des services d'assurance	16	1	(42)	(25)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres		1	(61)	(60)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses		1	(4)	(3)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements			1	1
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	16			16
Changements des services passés			22	22
Pertes et reprises de pertes sur contrat déficitaire		(1)		(1)
RÉSULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE	403	1	(42)	362
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(16)			(16)
Autres mouvements	(16)			(16)
Autres éléments du résultat global	(4)		(1)	(5)
TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT ET OCI	383	1	(43)	341
Flux de trésorerie	(414)		54	(360)
Primes et impôts sur les primes reçus	(591)			(591)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées			54	54
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	177			177
SOLDE NET DE CLÔTURE AU 31/12/2023	(109)		(40)	(149)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	27		6	33
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(136)		(46)	(182)

Ventilation par maturité des flux de trésorerie actualisés

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 4 ans	de 4 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	17	21	7	2	1		48
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(60)	(52)	(34)	(15)	(5)	(1)	(167)

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 4 ans	de 4 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	12	9	6	1			28
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(56)	(56)	(33)	(13)	(4)		(162)

Tests de sensibilités

En millions d'euros	Montant avant ajustement d'audit 12/2024	Choc de taux : +100bp de la courbe de taux d'actualisation	Choc du risque d'assurance : hausse permanente de la fréquence des sinistres (+20% à +40% en fonction de la couverture)	Choc réglementaire : baisse de la nouvelle production de 15%
		Sensibilité 1	Sensibilité 2	Sensibilité 3
Résultat avant impôt	209	209	201	211
Variations			(8)	2
Éléments du résultat global	6	3	5	6
Variations		(3)	(1)	

En millions d'euros	Montant avant ajustement d'audit 12/2023	Choc de taux : +100bp de la courbe de taux d'actualisation	Choc du risque d'assurance : hausse permanente de la fréquence des sinistres (+20% à +40% en fonction de la couverture)	Choc réglementaire : baisse de la nouvelle production de 15%
		Sensibilité 1	Sensibilité 2	Sensibilité 3
Résultat avant impôt	203	203	189	207
Variations			(14)	4
Éléments du résultat global	(5)	(7)	(4)	(5)
Variations		(2)	1	

NOTE 17 Provisions

En millions d'euros	12/2023	Dotations	Reprises		Autres (*)	12/2024
			Utilisées	Non Utilisées		
PROVISIONS SUR OPÉRATIONS BANCAIRES	42	100	(3)	(57)	1	83
Provisions sur engagement par signature (**)	7	32		(32)	(1)	6
Provisions pour risques de litiges	3	26	(1)	(1)	2	29
Autres provisions	32	42	(2)	(24)		48
PROVISIONS SUR OPÉRATIONS NON BANCAIRES	109	26	(34)	(25)	9	85
Provisions pour engagements de retraite et ass.	38	5	(7)		10	46
Provisions pour restructurations	14	2	(8)	(1)	1	8
Provisions pour risques fiscaux et litiges	48	3	(4)	(24)	(1)	22
Autres provisions	9	16	(15)		(1)	9
TOTAL DES PROVISIONS	151	126	(37)	(82)	10	168

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(**) Provisions sur engagement de signature = Concernent essentiellement des engagements de financement

Provisions sur opérations bancaires

Provisions pour risques de litiges :

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque S.A. ou des sociétés du groupe sont impliquées fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

UK Motor Finance: Au Royaume Uni, le Financial Conduct Authority (FCA) a interdit en 2021 certains modèles de commissionnement pour le financement automobile. Plusieurs plaintes ont été déposées concernant les accords de commission mis en place avant cette interdiction. Le 11 janvier 2024, le FCA a annoncé qu'il examinerait les accords de commissions et de ventes de financement automobile de plusieurs institutions financières, dont RCI Financial Services Ltd, et veillerait à ce que

les consommateurs reçoivent un règlement approprié s'il trouvait des preuves d'une mauvaise conduite généralisée.

Parallèlement aux investigations du FCA, la Cour d'Appel du Royaume-Uni a rendu le 25 octobre 2024 un jugement indiquant que toute commission de financement doit impérativement faire l'objet d'une communication («disclosure») auprès des clients et d'un consentement explicite de ces derniers. Cette décision de la Cour d'Appel a fait l'objet d'un pourvoi auprès de la Cour Suprême, dont l'examen est attendu courant 2025.

Différents scénarios estimant les coûts de remédiation potentiels ont été construits et associés à une probabilité d'occurrence, donnant lieu à la constatation d'une provision dans les états financiers au 31 décembre 2024.

Provisions sur opérations non bancaires

Provisions pour restructuration :

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

Provisions pour risques fiscaux et litiges :

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les redressements acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les redressements contestés sont provisionnés, au cas par cas, selon des estimations intégrant tant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés.

La provision liée au contentieux PIS/COFINS au Brésil d'un montant de 24 M€ a fait l'objet d'une reprise compte tenu de l'évolution favorable de la jurisprudence récente.

Provisions pour engagements de retraite et assimilés

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Montant de la provision sociétés françaises	36	26
Montant de la provision sociétés étrangères	10	12
TOTAL DE LA PROVISION POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE	46	38

Filiales sans fond de pension

	France	
	12/2024	12/2023
Principales hypothèses actuarielles retenues		
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	3,00%	2,44%
Taux d'actualisation financière	3,40%	3,12%
Taux de départ	2,68%	10,33%

Filiales avec un fond de pension

Principales hypothèses actuarielles retenues	Royaume-Uni		Suisse	
	12/2024	12/2023	12/2024	12/2023
Duration moyenne	15 ans	15 ans	24 ans	23 ans
Taux d'indexation des salaires	0,01%		1,50%	1,00%
Taux d'actualisation	5,50%	4,40%	1,00%	1,40%
Taux de rendement réel des actifs de couverture	-6,40%	7,50%	1,00%	1,00%

Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

En millions d'euros	Valeur actuarielle de l'obligation (A)	Juste valeur des actifs du régime (B)	Plafonnement de l'actif (C)	Passif (actif) net au titre de prestations définies (A)-(B)-(C)
SOLDE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	72	34		38
Coût des services rendus de la période	3			3
Intérêt net sur le passif (actif) net	3	1		2
CHARGE (PRODUIT) AU COMPTE DE RÉSULTAT	6	1		5
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses démographiques	5			5
Rendement des actifs du régime (hors partie en intérêts nets)		(3)		3
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des effets d'expérience	2			2
RÉÉVALUATION DU PASSIF (ACTIF) NET EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	7	(3)		10
Contributions versées au régime		4		(4)
Prestations payées au titre du régime	(5)	(2)		(3)
Effet des variations de cours de change	1	1		
SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	81	35		46

Nature des fonds investis

En millions d'euros	12/2024		12/2022	
	Côtés sur un marché actif	Non côtés sur un marché actif	Côtés sur un marché actif	Non côtés sur un marché actif
Actions	13		13	
Obligations	15		14	
Autres	7		7	
TOTAL	35		34	

Les régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent la France, la Suisse, le Royaume-Uni, la Corée du sud, l'Italie et l'Autriche.

Le groupe Mobilize Financial Services a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

Régimes à prestations définies

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent :

- les indemnités de fin de carrière (France) ;

- les compléments de retraites : les principaux pays ayant recours à ce type de régime sont le Royaume-Uni et la Suisse ;
- les régimes légaux d'épargne : c'est le cas de l'Italie.

Les régimes à prestations définies sont parfois couverts par des fonds. Ces derniers font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif. Les filiales du groupe Mobilize Financial Services qui ont recours à des fonds de pension externes sont RCI Financial Services Ltd et RCI Finance SA.

Régimes à cotisations définies

Le groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance. Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations

ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

NOTE 18 Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2023	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2024
			Utilisées	Non Utilisées		
DÉPRÉCIATIONS SUR OPÉRATIONS BANCAIRES	1 168	786	(624)	(119)	3	1 214
Opérations avec la clientèle	1 168	786	(624)	(119)	3	1 214
• Dont dépréciation sur créances saines	335	443	(374)	(63)	5	346
• Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	186	113	(102)	(22)	(2)	173
• Dont dépréciation des créances en défaut	647	230	(148)	(34)		695
PROVISIONS SUR OPÉRATIONS NON BANCAIRES	2	2	(1)	(1)		2
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	2	2	(1)	(1)		2
PROVISIONS SUR OPÉRATIONS BANCAIRES	10	58	(1)	(33)	1	35
Provisions sur engagement par signature	7	32		(32)	(1)	6
Provisions pour risques de litiges	3	26	(1)	(1)	2	29
TOTAL COUVERTURE DES RISQUES DE CONTREPARTIES	1 180	846	(626)	(153)	4	1 251

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre.

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

NOTE 19 Dettes subordonnées

En millions d'euros	12/2024	12/2023
DETTE ÉVALUÉE AU COÛT AMORTI	1 669	882
Titres subordonnés	1 647	865
Dettes rattachées sur titres subordonnés	22	17
DETTE ÉVALUÉE À LA JUSTE VALEUR	9	11
Titres participatifs	9	11
TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES	1 678	893

Les dettes évaluées au coût amorti représentent les titres subordonnés émis par RCI Banque S.A. en novembre 2019 pour 850 M€ et en juillet 2024 pour 750 M€, les titres subordonnés émis par RCI Finance Maroc SA en décembre 2020 pour 6,2 M€ en décembre 2023 pour 9,2 M€ ainsi que les titres subordonnés émis par le Brésil pour 31M€ en novembre 2024

Les dettes évaluées à la juste valeur représentent les titres participatifs émis en 1985 par Diac SA pour un montant initial de 500 000 000 Francs.

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60 % du TAM (Taux Annuel Monétaire) ;
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %. L'emprunt est perpétuel.

NOTE 20 Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
ACTIFS FINANCIERS	19 007	19 006	28 549	525	67 087
Caisse et Banques centrales	5 681				5 681
Instruments dérivés de couverture	14	4	158	30	206
Actifs financiers	202	172	157	118	649
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 539				1 539
Prêts et créances sur la clientèle	11 571	18 830	28 234	377	59 012
PASSIFS FINANCIERS	25 822	9 701	23 341	3 772	62 636
Banques centrales	1 506	494			2 000
Instruments dérivés de couverture	26	13	231		270
Passifs financiers	10	40	2		52
Dettes envers les établissements de crédit	1 339	605	920		2 864
Dettes envers la clientèle	21 096	4 187	5 643	600	31 526
Dettes représentées par un titre	1 826	4 357	16 545	1 518	24 246
Dettes subordonnées	19	5		1 654	1 678

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
ACTIFS FINANCIERS	16 429	16 849	27 182	514	60 974
Caisse et Banques centrales	4 729	4			4 733
Instruments dérivés de couverture	21	57	124	23	225
Actifs financiers	209	108	193	116	626
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 539				1 539
Prêts et créances sur la clientèle	9 931	16 680	26 865	375	53 851
PASSIFS FINANCIERS	23 095	10 488	19 691	2 248	55 522
Banques centrales	357	1 547	471		2 375
Instruments dérivés de couverture	15	17	257		289
Passifs financiers	35	15	12		62
Dettes envers les établissements de crédit	605	677	993		2 275
Dettes envers la clientèle	19 872	4 327	4 513	600	29 312
Dettes représentées par un titre	2 192	3 905	13 445	774	20 316
Dettes subordonnées	19			874	893

Les emprunts Banque Centrale correspondent aux opérations de financement à Long terme (TLTRO) qui ont été introduites fin 2014 et dont les tirages ont été remboursés en 2024. Le groupe Mobilize Financial Services a également pu bénéficier du programme TFSME annoncé par la Banque d'Angleterre en 2020.

NOTE 21 Ventilation des flux futurs contractuels par échéance

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
PASSIFS FINANCIERS	25 993	10 332	25 315	4 012	65 652
Banques centrales	1 500	494			1 994
Instruments dérivés	5	122	177		304
Dettes envers les établissements de crédit	1 329	530	920		2 779
Dettes envers la clientèle	21 017	4 155	5 643	600	31 415
Dettes représentées par un titre	1 767	4 114	16 469	1 518	23 868
Dettes subordonnées	19	5		1 654	1 678
Intérêts futurs à payer	356	912	2 106	240	3 614
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET GARANTIES DONNÉS	2 556	106		1	2 663
TOTAL FLUX FUTURS CONTRACTUELS PAR ÉCHÉANCE	28 549	10 438	25 315	4 013	68 315

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
PASSIFS FINANCIERS	23 327	11 036	21 097	2 330	57 790
Banques centrales	350	1 500	471		2 321
Instruments dérivés	10	95	204		309
Dettes envers les établissements de crédit	595	591	993		2 179
Dettes envers la clientèle	19 820	4 299	4 513	600	29 232
Dettes représentées par un titre	2 289	3 672	13 355	774	20 090
Dettes subordonnées	19			872	891
Intérêts futurs à payer	244	879	1 561	84	2 768
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET GARANTIES DONNÉS	3 001	148		1	3 150
TOTAL FLUX FUTURS CONTRACTUELS PAR ÉCHÉANCE	26 328	11 184	21 097	2 331	60 940

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en compte des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les dérivés passifs, les flux contractuels correspondent aux montants à décaisser.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2024.

NOTE 22 Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur

En millions d'euros - Total 12/2024	Valeur Comptable	Fair Value			JV (*)	Écart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS	67 087	622	7 451	58 579	66 652	(435)
Caisse et Banques centrales	5 681		5 681		5 681	
Instruments dérivés de couverture	206		206		206	
Actifs financiers	649	622	25	2	649	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 539		1 539		1 539	
Prêts et créances sur la clientèle	59 012			58 577	58 577	(435)
PASSIFS FINANCIERS	62 636	10	62 786		62 796	(160)
Banques centrales	2 000		2 000		2 000	
Instruments dérivés de couverture	270		270		270	
Passifs financiers	52		52		52	
Dettes envers les établissements de crédit	2 864		2 884		2 884	(20)
Dettes envers la clientèle	31 526		31 526		31 526	
Dettes représentées par un titre	24 246		24 449		24 449	(203)
Dettes subordonnées	1 678	10	1 605		1 615	63

(*) JV : Juste valeur – Écart : Gains ou pertes latents.

En millions d'euros - Total 12/2023	Valeur Comptable	Fair Value			JV (*)	Écart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS	60 974	596	6 524	52 925	60 045	(929)
Caisse et Banques centrales	4 733		4 733		4 733	
Instruments dérivés de couverture	225		225		225	
Actifs financiers	626	596	27	3	626	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 539		1 539		1 539	
Prêts et créances sur la clientèle	53 851			52 922	52 922	(929)
PASSIFS FINANCIERS	55 522	11	55 720		55 731	(209)
Banques centrales	2 375		2 378		2 378	(3)
Instruments dérivés de couverture	289		289		289	
Passifs financiers	62		62		62	
Dettes envers les établissements de crédit	2 275		2 305		2 305	(30)
Dettes envers la clientèle	29 312		29 312		29 312	
Dettes représentées par un titre	20 316		20 564		20 564	(248)
Dettes subordonnées	893	11	810		821	72

(*) JV : Juste valeur – Écart : Gains ou pertes latents.

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la

majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à trois niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques ;
- niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables ;
- niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque S.A. des émissions sur le marché secondaire contre trois mois.

01.

02.

03.

04.

05.

06.

07.

NOTE 23 Accords de compensation et autres engagements similaires

Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires

Le groupe Mobilize Financial Services négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe Mobilize Financial Services ne dispose actuellement pas d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - Total 12/2024	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
ACTIFS	1 260		1 260	153	779		328
Dérivés	206		206	153			53
Créances de financements Réseau ⁽¹⁾	1 054		1 054		779		275
PASSIFS	270		270	153			117
Dérivés	270		270	153			117

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 637 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 593 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 13.3) et pour 417 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil SA, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 186 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - Total 12/2023	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
ACTIFS	1 212		1 212	234	703		275
Dérivés	225		225	234			(9)
Créances de financements Réseau ⁽¹⁾	987		987		703		284
PASSIFS	289		289	234			55
Dérivés	289		289	234			55

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 498 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 495 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 13.3) et pour 489 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil SA, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 208 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

NOTE 24 Engagements donnés

En millions d'euros	12/2024	12/2023
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 579	3 092
Engagements en faveur de la clientèle	2 579	3 092
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	263	279
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	169	200
Engagements d'ordre de la clientèle	94	79
AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS	333	66
Engagements sur locations mobilières et immobilières	333	66
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉS*	3 175	3 437

(*) Dont entreprises liées

1

1

NOTE 25 Engagements reçus

En millions d'euros	12/2024	12/2023
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4 649	4 631
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 649	4 631
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	24 100	21 603
Engagements reçus d'établissements de crédit	208	206
Engagements reçus de la clientèle	6 630	6 745
Engagements de reprise reçus	17 262	14 652
AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS	332	64
Autres engagements reçus	332	64
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	29 081	26 298
(*) Dont entreprises liées	5 935	5 624

Le groupe Mobilize Financial Services dispose au 31 décembre 2024 de 4 649 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions à court et moyen termes et de 4 460 M€ d'actifs éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne ou de la Banque d'Angleterre (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

NOTE 26 Exposition au risque de change

En millions d'euros - Total 12/2024	Bilan		Hors Bilan		Position Nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurelle
Position en USD	64			(63)	1	1	
Position en GBP	644			(294)	350		350
Position en CHF	469			(465)	4		4
Position en CZK	83			(66)	17		17
Position en ARS	1				1		1
Position en BRL	109				109		109
Position en PLN	749			(736)	13		13
Position en HUF	5				5		5
Position en RON	28			(28)			
Position en KRW	140				140		140
Position en MAD	28				28		28
Position en DKK	47			(47)			
Position en TRY	10				10		10
Position en INR	24				24		24
Position en COP	26				26		26
EXPOSITIONS TOTALES	2 427			(1 699)	728	1	727

05. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En millions d'euros - En millions d'euros - Total 12/2023	Bilan		Hors Bilan		Position Nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurelle
Position en GBP	608			(273)	335	1	334
Position en JPY	2				2	2	
Position en CHF	299			(294)	5	1	4
Position en CZK	68			(51)	17		17
Position en ARS	1				1		1
Position en BRL	130				130		130
Position en PLN	839			(826)	13		13
Position en HUF	5				5		5
Position en RON	41			(41)			
Position en KRW	149				149		149
Position en MAD	27				27		27
Position en DKK	44			(44)			
Position en TRY	2				2		2
Position en SEK	104			(104)			
Position en INR	23				23		23
Position en COP	28				28		28
EXPOSITIONS TOTALES	2 370			(1 633)	737	4	733

La position de change structurelle correspond à la valeur historique de souscription des titres de participations en devises détenus par RCI Banque S.A..

NOTE 27 Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	12/2024	12/2023
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	4 854	4 195
Opérations avec les établissements de crédit	445	439
Opérations avec la clientèle	3 018	2 626
Opérations de location financière	1 148	879
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	170	187
Intérêts courus et échus des instruments financiers	73	64
ETALEMENT DES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX APPORTEURS D'AFFAIRES	(793)	(798)
Opérations avec la clientèle	(512)	(546)
Opérations de location financière	(281)	(252)
TOTAL DES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS (*)	4 061	3 397
(*) Dont entreprises liées	930	672

Les intérêts et produits assimilés sont en augmentation du fait de la hausse d'actifs et de la hausse des taux de marché depuis 2022.

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

NOTE 28 Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	12/2024	12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	(411)	(431)
Opérations avec la clientèle	(1 005)	(684)
Opérations de location financière	(4)	(3)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(176)	(166)
Charges sur dettes représentées par un titre	(1 080)	(807)
Autres intérêts et charges assimilées	(19)	(18)
TOTAL DES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES (*)	(2 695)	(2 109)
(*) Dont entreprises liées	(25)	(25)

Les intérêts et charges assimilées sont en augmentation du fait de la hausse d'actifs et de la hausse des taux de marché depuis 2022.

NOTE 29 Commissions

En millions d'euros	12/2024	12/2023
PRODUITS SUR COMMISSIONS	831	765
Commissions	32	31
Frais de dossiers	26	21
Commissions sur activités de services	163	158
Commissions de courtage d'assurance	62	63
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	276	266
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	194	166
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	78	60
CHARGES SUR COMMISSIONS	(445)	(383)
Commissions	(54)	(50)
Commissions sur les activités de services	(123)	(118)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(61)	(52)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(160)	(134)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(47)	(29)
TOTAL DES COMMISSIONS NETTES (*)	386	382
(*) Dont entreprises liées	15	17

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

NOTE 30 Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	12/2024	12/2023
GAINS (PERTES) NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	(13)	(102)
Gains et pertes nets sur opérations de change	(55)	26
Gains et pertes nets sur les instruments dérivés classés en juste valeur par résultat	39	(118)
Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur	2	4
Couvertures de juste valeur : variation instruments de couverture	126	185
Couvertures de juste valeur : variation éléments couverts	(130)	(202)
Gains et pertes nets sur titres évalués à la juste valeur par résultat	5	3
ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	(1)	(7)
Gains et pertes sur actifs en juste valeur par résultat	(1)	(7)
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR^(*)	(14)	(109)
(*) Dont entreprises liées	(1)	(7)

Dans le cadre de la couverture de certains passifs à taux variable (dépôts), le groupe Mobilize Financial Services a mis en place des dérivés de taux non qualifiés comptablement de dérivés de couverture selon les dispositions d'IFRS 9). Le

produit net bancaire a été négativement impacté par un effet négatif des instruments dérivés classés en juste valeur par résultat de -6 M€ (principalement lié à la baisse des taux de marché) et négatif par les swaps de change d'un total de 45 M€.

NOTE 31 Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	12/2024	12/2023
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 202	785
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	554	406
• dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	326	203
Opérations de location opérationnelle	583	340
Autres produits d'exploitation bancaire	65	39
• dont reprise de provisions pour risques bancaires	26	9
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	(1 134)	(739)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(543)	(381)
• dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(336)	(190)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(124)	(81)
Opérations de location opérationnelle	(403)	(239)
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	(64)	(38)
• dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(43)	(10)
Autres produits et charges d'exploitation	7	8
Autres produits d'exploitation	33	28
Autres charges d'exploitation	(26)	(20)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS^(*)	75	54
(*) Dont entreprises liées	14	10

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

NOTE 32 Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	12/2024	12/2023
FRAIS DE PERSONNEL	(426)	(372)
Rémunération du personnel	(293)	(255)
Charges de retraites et assimilées - Régime à cotisations définies	(27)	(27)
Charges de retraites et assimilées - Régime à prestations définies	2	4
Autres charges sociales	(94)	(81)
Autres charges de personnel	(14)	(13)
AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS	(318)	(321)
Impôts et taxes hors IS	(16)	(58)
Loyers	(9)	(7)
Autres frais administratifs	(293)	(256)
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION^(*)	(744)	(693)
(*) Dont entreprises liées	(2)	(1)

Les honoraires des Commissaires aux comptes sont analysés dans la partie Annexe 3 « honoraires des Commissaires aux comptes et de leur réseau ».

De plus, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG SA et Mazars au cours de l'exercice à RCI et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) préparation de la déclaration d'impôt et (ii) attestations suite à une nouvelle réglementation.

Effectif moyen en nombre	12/2024	12/2023
Financements et services en France	1 620	1 852
Financements et services à l'étranger	2 741	2 420
TOTAL GROUPE RCI BANQUE	4 361	4 272

NOTE 33 Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	12/2024	12/2023
COÛT DU RISQUE SUR FINANCEMENT CLIENTÈLE	(160)	(154)
Dotations pour dépréciation	(421)	(447)
Reprises de dépréciation	408	421
Pertes sur créances irrécouvrables	(190)	(160)
Récupérations sur créances amorties	43	32
COÛT DU RISQUE SUR FINANCEMENT DES RÉSEAUX	(11)	9
Dotations pour dépréciation	(44)	(43)
Reprises de dépréciation	33	54
Pertes sur créances irrécouvrables		(2)
COÛT DU RISQUE SUR AUTRES ACTIVITÉS	(1)	(8)
Variation des dépréciations des autres créances	2	
Autres corrections de valeurs	(3)	(8)
TOTAL DU COÛT DU RISQUE	(172)	(153)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations.

A fin décembre 2024, le coût du risque total s'établit en dotation nette de 172 M€ dont 160 M€ sur le financement Clientèle (0,35% des Actifs Productifs Moyens), 11 M€ sur le financement des réseaux (0,11% des Actifs Productifs Moyens).

Sur l'activité clientèle, les principaux mouvements intervenus au cours de l'année 2024 sont les suivants :

En millions d'euros	12/2024	12/2023
ENCOURS PERFORMANTS	45	9
Dotation suite augmentation des encours B1 et B2	(24)	(38)
Dotation/reprise sur évolution mix par bucket et paramètres de risque	36	(29)
Reprise au titre du forward-looking	3	20
Dotation / Reprise au titre des provisions à dire d'expert	30	56
ENCOURS NON PERFORMANTS	(205)	(163)
Dotation sur encours B3	(36)	(55)
Pertes sur créances irrécouvrables	(190)	(159)
Récupérations sur créances amorties	43	32
Dotation / Reprise au titre du forward-looking	1	(3)
Dotation / Reprise au titre des provisions à dire d'expert	(23)	22
TOTAL DU COÛT DU RISQUE SUR FINANCEMENT CLIENTÈLE	(160)	(154)

La reprise de provision d'expertise observée au à fin décembre 2024 sur les encours sains au regard de la clôture de décembre 2023 est principalement liée à la reprise progressive de la provision pour risque d'inflation (27 M€) sur l'ensemble du périmètre Mobilize Financial Services, compte tenu du retour des indices à leur niveau de 2021.

La variation nette des provisions à dire d'expert sur les encours en défaut est essentiellement expliquée par la Colombie où l'ajustement qui conduisait à une expertise négative (expliquée par des taux de couverture statistiques fortement impactés par l'allongement de la maturité des prêts à la suite de la hausse des taux d'intérêt, et un biais méthodologique comptabilisant en pertes tous les montants dus après 84 mois) a été d'une part intégré dans les provisions statistiques.

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque (dotation de 11 M€) comprend :

- une dotation de 7 M€ sur les encours sains, expliquée notamment par une dotation des provisions forward looking de 4 M€ et par un effet volume avec une progression des encours de 2 147 M€ par rapport à décembre 2023 ;
- une dotation de 4 M€ sur les encours en défaut expliquée principalement par la hausse de l'exposition en bucket 3 en France.

NOTE 34 Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	12/2024	12/2023
IMPÔTS EXIGIBLES	(215)	(312)
Impôts courants sur les bénéfices	(215)	(312)
IMPÔTS DIFFÉRÉS	2	78
Impôts différés	2	77
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs		1
TOTAL DE LA CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	(213)	(234)

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

La charge d'impôt au 31 décembre 2024 tient compte d'un produit d'impôt de 90 M€. Ce produit d'impôt correspond au remboursement par l'État Maltais d'un crédit d'impôt équivalent à 6/7 de la charge d'impôt 2024 (soit 6/7 de 105 M€).

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, des déficits reportables et des autres actifs / passifs (notamment l'impact des opérations de titrisations et la valorisation des SWAP).

Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

En millions d'euros	12/2024	12/2023
ID sur provisions	(12)	31
ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement	(44)	(39)
ID sur déficits reportables	165	93
ID sur autres actifs et passifs	181	107
ID sur opérations de location	(857)	(721)
ID sur immobilisations	35	14
Provisions sur impôts différés actif	(8)	(8)
TOTAL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS AU BILAN	(540)	(523)

Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

En millions d'euros	Var. 2024 des capitaux propres			Var. 2023 des capitaux propres		
	Avant IS	IS	Net	Avant IS	IS	Net
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(81)	16	(65)	(236)	63	(173)
Variation de JV des actifs financiers	4	(1)	3	6	(2)	4
Ecarts actuariels sur engagements de retraite	(9)	2	(7)	(6)	2	(4)
Différences de conversion	13		13	16		16
Variation des contrats d'assurance	6	(2)	4	(5)	2	(3)

NOTE 35 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à constater.

5.3.8 Filiales et succursales du groupe

5.3.8.1 Liste des sociétés consolidées et des succursales à l'étranger

	Pays	Participation directe de RCI	Participation indirecte de RCI		Pourcentage d'intérêt	
			%	Détenue par	2 024	2 023
SOCIÉTÉ MÈRE						
RCI Banque S.A.						
SUCCURSALES DE RCI BANQUE						
RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland	Allemagne					
RCI Banque Sucursal Argentina	Argentine					
RCI Banque S.A. Niederlassung Österreich	Autriche					
RCI Banque S.A. Sucursal en Espana	Espagne					
RCI Banque Sucursal Portugal	Portugal					
RCI Banque S.A. Bancna Podruznica Ljubljana	Slovénie					
RCI Banque Succursale Italiana	Italie					
RCI Banque Branch Ireland	Irlande					
Renault Finance Nordic, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike	Suède					
RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce	Pologne					
SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT						
RCI Versicherungs Service GmbH	Allemagne	100			100	100
Bipi Mobility Germany GmbH ⁽¹⁾	Allemagne	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
MS Mobility Solutions GmbH. ⁽²⁾	Allemagne	100		Mobilize Lease&Co SAS	100	
Mobility Concept GmbH. ⁽²⁾	Allemagne	100		Mobilize Lease&Co SAS	100	
DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH. ⁽²⁾	Allemagne	100		Mobilize Lease&Co SAS	100	
MeinAuto GmbH. ⁽²⁾	Allemagne	100		Mobility Concept GmbH	100	
Rombo Compania Financiera SA	Argentine	60			60	60
Courtage SA	Argentine	95			95	95
RCI Compania de seguros de personas S.A.U. ⁽²⁾	Argentine	100		RCI Banque S.A.	100	
RCI Financial Services SA	Belgique	100			100	100
AUTOFIN	Belgique	100			100	100
Administradora De Consorcio RCI Brasil Ltda.	Brésil	99,92			99,92	99,92
Banco RCI Brasil SA (ex Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil)	Brésil	60,11			60,11	60,11
Corretora de Seguros RCI Brasil SA	Brésil	100			100	100
RCI Brasil Serviços e Participações Ltda	Brésil	100			100	100
RCI Colombia SA Compania De Financiamiento	Colombie	51			51	51
RCI Servicios Colombia SA	Colombie	100			100	100
RCI Usluge d.o.o	Croatie	100			100	100
RCI Financial Services Korea Co, Ltd	Corée du sud	100			100	100
RCI Insurance Service Korea Co.Ltd	Corée du sud	100			100	100
Overlease SA	Espagne	100			100	100
Bipi Mobility SL	Espagne	100			100	100
Diac SA	France	100			100	100
Diac Location SA	France	-	100	Diac SA	100	100
Bipi Mobility France	France	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
Mobilize Insurance SAS ⁽¹⁾	France	100			100	100
Mobilize Lease&Co SAS ⁽¹⁾	France	-	85		85	85
RCI ZRT	Hongrie	100			100	100
ES Mobility SRL	Italie	100			100	100
Bipi Mobility Italy SRL	Italie	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
RCI Services Ltd	Malte	100			100	100
RCI Insurance Ltd	Malte	-	100	RCI Services Ltd	100	100
RCI Life Ltd	Malte	-	100	RCI Services Ltd	100	100
RCI Finance Maroc SA	Maroc	100			100	100
RDFM SAR.L	Maroc	-	100	RCI Finance Maroc SA	100	100
RCI Financial Services B.V.	Pays-Bas	100			100	100

	Pays	Participation directe de RCI	Participation indirecte de RCI		Pourcentage d'intérêt	
			%	Détenue par	2 024	2 023
Bipi Mobility Netherlands B.V.	Pays-Bas	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
RCI Leasing Polska Sp. z o.o	Pologne	100			100	100
RCI COM SA	Portugal	100			100	100
RCI GEST SEGUROS – Mediadores de Seguros, Lda	Portugal	-	100	RCI COM SA	100	100
RCI Finance CZ s.r.o.	R. Tchèque	100			100	100
RCI Financial Services s.r.o.	R. Tchèque	50			50	50
RCI Broker De Asigurare S.R.L.	Roumanie	-	100	RCI Finantare Romania	100	100
RCI Finantare Romania	Roumanie	100			100	100
RCI Leasing Romania IFN SA	Roumanie	100			100	100
RCI Financial Services Ltd	Royaume-Uni	-	100	RCI Bank UK Ltd	100	100
RCI Bank UK Ltd	Royaume-Uni	100			100	100
Bipi Mobility UK Limited	Royaume-Uni	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
Mobilize Lease&Co UK Ltd ⁽¹⁾	Royaume-Uni	-	85	RCI Bank UK Ltd	85	85
RCI Finance SA	Suisse	100			100	100
RCI Finance SK S.r.O	Slovaquie	100			100	100
RCI Lizing d.o.o	Slovénie	100			100	100
SPV						
CARS Alliance Auto Loans Germany Master	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Leases Germany	Allemagne			RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance DFP Germany 2017	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Loans Germany V 2019-1	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Loans Germany V 2021-1	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Loans Germany V2023-1 ⁽¹⁾	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Loans Spain 2022	Espagne		(cf. note 14)	RCI Banque Sucursal en Espana		
FCT Cars Alliance DFP France	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Leases France V 2020-1	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Leases France Master	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Loans France V 2022-1	France		(cf. note 14)	Diac SA		
Diac RV Master	France			Diac SA		
CARS Alliance Auto Leases France V 2023-1 ⁽¹⁾	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Loans Italy 2015 SRL	Italie		(cf. note 14)	RCI Banque Succursale Italiana		
CARS Alliance UK Master Plc	Royaume-Uni		(cf. note 14)	RCI Financial Services Ltd		
CARS Alliance Auto UK 2015 Limited	Royaume-Uni			RCI Financial Services Ltd		
SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE						
RN SF B.V.	Pays-Bas	50			50	50
BARN B.V. ⁽³⁾	Pays-Bas	-	60	RN SF B.V.	30	30
Orfin Finansman Anonim Sirketi	Turquie	50			50	50
Renault Crédit Car	Belgique	-	50,1	AUTOFIN	50,1	50,1
Nissan Renault Financial Services India Private Ltd	Inde	30			30	30
Mobility Trader Holding GmbH	Allemagne	7,4			7,4	7,4
Select Vehicule Group Holding Ltd ⁽¹⁾	Royaume-Uni		36,6	RCI Bank UK Ltd	36,6	36,6

(1) Entités entrées dans le périmètre en 2023.

(2) Entités entrées dans le périmètre en 2024.

(3) Entités cédées et sorties du périmètre de consolidation en 2024.

5.3.8.2 Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

En millions d'euros - 12/2024	RCI Financial Services, S.r.o.	Rombo Compania Financiera S.A.	Banco RCI Brasil S.A	RCI Colombia S.A.
Avant élimination des opérations intra groupe				
Pays d'implantation	République tchèque	Argentine	Brésil	Colombie
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle	49,90%	40,00%	39,89%	49,00%
Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle	49,90%	40,00%	39,89%	49,00%
Nature	Filiale	Filiale	Filiale	Filiale
Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale
Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	1	7	22	2
Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle	(1)			
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	2		14	
Prêts et créances aux établissement de crédit	6	2	164	20
Encours nets de crédit et de location financière	110	78	1 676	702
Autres Actifs	4	4	131	42
TOTAL ACTIF	120	84	1 971	764
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	94	55	1 635	689
Autres Passifs	2	6	92	10
Situation nette	24	23	244	65
TOTAL PASSIF	120	84	1 971	764
PRODUIT NET BANCAIRE	6	26	102	44
Impôts sur les bénéfices	(1)	(4)	(30)	(2)
Résultat net	3	17	56	4
Autres éléments du résultat global			27	
RÉSULTAT GLOBAL	3	17	83	4
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	7	(3)	16	(121)
Flux de trésorerie liés aux financements	(7)		(3)	
Flux de trésorerie liés aux investissements			(1)	(1)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(3)	12	(122)

En millions d'euros -12/2023

Avant élimination des opérations intra groupe

	RCI Financial Services, S.r.o.	Rombo Compania Financiera S.A.	Banco RCI Brasil S.A	RCI Colombia S.A.
Pays d'implantation	République tchèque	Argentine	Brésil	Colombie
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle	49,90%	40,00%	39,89%	49,00%
Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle	49,90%	40,00%	39,89%	49,00%
Nature	Filiale	Filiale	Filiale	Filiale
Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale
Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	2	3	18	(7)
Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle				
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	2		24	4
Prêts et créances aux établissement de crédit	4	4	89	83
Encours nets de crédit et de location financière	106	34	1 856	834
Autres Actifs	4		151	41
TOTAL ACTIF	114	38	2 096	958
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	86	28	1 794	886
Autres Passifs	3	2	73	9
Situation nette	25	8	229	63
TOTAL PASSIF	114	38	2 096	958
PRODUIT NET BANCAIRE	7	9	96	45
Impôts sur les bénéfices	(1)		(12)	7
Résultat net	4	7	44	(13)
Autres éléments du résultat global			(10)	(1)
RÉSULTAT GLOBAL	4	7	34	(14)
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	14	1	106	86
Flux de trésorerie liés aux financements	(9)		(101)	(15)
Flux de trésorerie liés aux investissements			(1)	(1)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	5	1	4	70

Les pourcentages de droits de vote sont identiques.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour l'entité brésilienne, Banco RCI Brasil SA est classé en « Autres dettes » pour un montant de 123 M€ au 31 décembre 2024 contre 109 M€ au 31 décembre 2023.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour ROMBO Compania Financiera est classé en « Autres dettes » pour un montant de 14 M€ au 31 décembre 2024 contre 10 M€ au 31 décembre 2023.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour RCI Colombia SA est classé en « Autres dettes » pour un montant de 37 M€ au 31 décembre 2024 contre 24 M€ au 31 décembre 2023.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour RCI Financial services S.r.o. est classé en « Autres dettes » pour un montant de 14 M€ au 31 décembre 2024 contre 15 M€ au 31 décembre 2023.

5.3.8.3 Entreprises associées et co-entreprises significatives

En millions d'euros -12/2024 Avant élimination des opérations intra groupe	ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Nissan Renault Financial Services India Private Ltd	Mobility Trader Holding GmbH	Select Vehicle Group Holding Limited
Pays d'implantation	Turquie	Inde	Allemagne	Royaume-Uni
Pourcentage d'intérêts détenu	50,00%	30,00%	7,40%	36,60%
Nature	Co-entreprise	Entreprise associée	Entreprise associée	Co-entreprise
Méthode de consolidation	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises	1	2	(3)	1
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	26	41	1	19
Dividendes reçus des entreprises associées et co-entreprises				
Prêts et créances aux établissement de crédit	76	3	61	4
Encours nets de crédit et de location financière	310	376	73	38
Autres Actifs	8	14	20	7
TOTAL ACTIF	394	393	154	49
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	330	119		36
Autres Passifs	12	139	41	6
Situation nette	52	135	113	7
TOTAL PASSIF	394	393	154	49
PRODUIT NET BANCAIRE	28	19		19
Impôts sur les bénéfices	(5)	(2)		
Résultat net	13	7	(39)	1
Autres éléments du résultat global				
RÉSULTAT GLOBAL	13	7	(39)	1
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	(3)	(1)	35	2
Flux de trésorerie liés aux financements	16			
Flux de trésorerie liés aux investissements				
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	13	(1)	35	2

En millions d'euros - 12/2023	ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Nissan Renault Financial Services India Private Ltd	Mobility Trader Holding Gmbh	Select Vehicle Group Holding Limited
Avant élimination des opérations intra groupe				
Pays d'implantation	Turquie	Inde	Allemagne	Royaume-Uni
Pourcentage d'intérêts détenu	50,00%	30,00%	7,40%	36,60%
Nature	Co-entreprise	Entreprise associée	Entreprise associée	Co-entreprise
Méthode de consolidation	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises	(2)	2	(20)	
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	13	37	4	18
Dividendes reçus des entreprises associées et co-entreprises				
Prêts et créances aux établissement de crédit	71	4	26	4
Encours nets de crédit et de location financière	251	396	184	10
Autres Actifs	4	13	38	7
TOTAL ACTIF	326	413	248	21
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	295	157		10
Autres Passifs	6	132	96	6
Situation nette	25	124	152	5
TOTAL PASSIF	326	413	248	21
PRODUIT NET BANCAIRE	15	19		2
Impôts sur les bénéfices	(3)	(2)		
Résultat net	7	7	(269)	
Autres éléments du résultat global				
RÉSULTAT GLOBAL	7	7	(269)	
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	23	(15)	(168)	(1)
Flux de trésorerie liés aux financements			135	
Flux de trésorerie liés aux investissements				
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	23	(15)	(33)	(1)

5.3.8.4 Restrictions importantes

Le groupe n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel les filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent exiger des filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidités, de limiter leur exposition à d'autres parties du groupe et de se conformer à d'autres ratios.

5.4 Annexe 1 : Informations sur les implantations et activités

En millions d'euros - 12/2024			Effectifs (fin de période)	Produit net bancaire	Résultat avant impôt	Impôts exigibles	Impôts différés	Subv. publiques reçues
Pays	Nom des implantations	Nature d'activité						
France	RCI Banque S.A.	Holding	467	263	194	(21)	(38)	
Allemagne	RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland	Financement	680	277	134	(22)	(23)	
	Bipi Mobility Germany GmbH	Service						
	RCI Versicherungs-Service GmbH	Service						
	MS Mobility Solutions GmbH	Service						
	Mobility Concept GmbH	Financement						
	DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH	Financement						
	MeinAuto GmbH	Service						
	Mobility Trader Holding GmbH	Service						
Argentine	RCI Banque Sucursal Argentina	Financement	66	90	28	(3)	(1)	
	Rombo Compania Financiera S.A.	Financement						
	Courtage S.A.	Service						
	RCI Compagnia de seguros de personas S.A.U.	Service						
Autriche	RCI Banque S.A. Niederlassung Österreich	Financement	58	31	18	(2)	(2)	
Belgique	RCI Financial Services S.A.	Financement	34	20	13	(3)		
	Autofin S.A.	Financement						
	Renault Crédit Car S.A.	Financement						
Brésil	Administradora de Consórcio RCI Brasil Ltda	Financement	170	111	88	(13)	(17)	
	Banco RCI Brasil S.A.	Financement						
	RCI Brasil Serviços e Participações Ltda	Service						
	Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.	Service						
Colombie	RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento	Financement	91	45	6		(2)	
	Mobilize Lease&Co S.A.S	Financement						
Corée du Sud	RCI Financial Services Korea Co. Ltd	Financement	85	30	13	(3)	(1)	
	RCI Insurance Service Korea Co. Ltd	Service						
Croatie	RCI Usluge d.o.o	Financement	6	2	1			
Espagne	Rci Banque S.A. Sucursal En España	Financement	422	154	90	(32)	4	
	Overlease S.A.	Financement						
	Bipi Mobility SL	Service						

05. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ANNEXE 1 : INFORMATIONS SUR LES IMPLANTATIONS ET ACTIVITÉS

En millions d'euros -
12/2024

Pays	Nom des implantations	Nature d'activité	Effectifs (fin de période)	Produit net bancaire	Résultat avant impôt	Impôts exigibles	Impôts différés	Subv. publiques reçues
France	Diac S.A.	Financement	1 106	399	105	(27)	53	
	Diac Location S.A.	Financement						
	Mobilize Insurance SAS	Service						
	Mobilize Lease&Co SAS	Service						
	Bipi Mobility France	Service						
Hongrie	RCI Zrt	Financement	5	1				
Inde	Nissan Renault Financial Services India Private Limited	Financement	125		2			
Irlande	RCI Banque, Branch Ireland	Financement	32	14	7	(1)		
Italie	RCI Banque S.A. Succursale Italiana	Financement	248	164	94	(30)	(3)	
	ES Mobility S.R.L.	Financement						
	Bipi Mobility Italy S.R.L.	Service						
Malte	RCI Services Ltd	Holding	36	212	209	18	(1)	
	RCI Insurance Ltd	Service						
	RCI Life Ltd	Service						
Maroc	RCI Finance Maroc S.A.	Financement	48	40	23	(9)	1	
	RDFM S.A.R.L.	Service						
Pays-Bas	RCI Financial Services B.V.	Financement	56	22	7	(2)	1	
	Bipi Mobility Netherlands B.V.	Service						
	RN SF BV	Service						
Pologne	RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce	Financement	68	35	17	(14)	11	
	RCI Leasing Polska Sp. z o.o.	Financement						
Portugal	RCI Banque S.A. Sucursal Portugal	Financement	35	17	7	(3)		
	RCI COM SA	Financement						
	RCI Gest Seguros - Mediadores de Seguros Lda	Service						
Rep. Tchèque	RCI Finance C.Z., S.r.o.	Financement	22	9	6	(1)		
	RCI Financial Services, S.r.o.	Financement						
Roumanie	RCI Finantare Romania S.r.l.	Financement	67	19	12	(2)		
	RCI Broker de asigurare S.R.L.	Service						
	RCI Leasing Romania IFN S.A.	Financement						
Royaume-Uni	RCI Financial Services Ltd	Financement	362	177	93	(38)	20	
	RCI Bank Uk Limited	Financement						
	Bipi Mobility UK Limited	Service						
	Mobilize Lease&Co UK Ltd	Service						
	Select Vehicle Group Holding Limited	Service						

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ANNEXE 1 : INFORMATIONS SUR LES IMPLANTATIONS ET ACTIVITÉS

En millions d'euros -
12/2024

Pays	Nom des implantations	Nature d'activité	Effectifs (fin de période)	Produit net bancaire	Résultat avant impôt	Impôts exigibles	Impôts différés	Subv. publiques reçues
Slovénie	RCI BANQUE S.A. Bančna podružnica Ljubljana	Financement	36	8	3	(1)		
	RCI Lizing d.o.o.	Financement						
Slovaquie	RCI Finance SK S.r.o.	Financement	3	2	2	(1)		
Suède	Renault Finance Nordic Bankfilial till RCI Banque S.A., Frankrike	Financement	18	5	2	(1)		
Suisse	RCI Finance S.A.	Financement	46	33	18	(4)		
Turquie	ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Financement	44		2			
TOTAL			4 436	2 180	1 194	(215)	2	

01.

02.

03.

04.

05.

06.

07.

5.5 Annexe 2 : Les risques financiers

La gestion des risques financiers du groupe Mobilize Financial Services France est appréhendée dans le cadre de la gestion globale des risques assurée par le groupe Mobilize Financial Services. A ce titre, la holding RCI Banque S.A. réalise des

opérations sur instruments financiers pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe Mobilize Financial Services.

Refinancement et gestion de bilan

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires...), procède aux équilibres actif-passif et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du groupe Mobilize Financial Services et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding Mobilize Financial Services sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe.

5.5.1 L'organisation du contrôle des risques de marché

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe Mobilize Financial Services, selon des normes validées par le Conseil d'administration de RCI Banque. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe Mobilize Financial Services, par la Direction Financements et Trésorerie de RCI Banque SA. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et

périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques), assure la production d'un reporting quotidien et la surveillance de l'exposition du groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le Directeur Général de RCI Banque SA, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisées au titre de la gestion des risques de marché.

5.5.2 La gestion des risques globaux de taux d'intérêt, de change, de contrepartie et de liquidité

Risque de taux

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation potentielle des taux sur la valeur économique et les revenus futurs.

L'objectif du groupe Mobilize Financial Services est de limiter au maximum ce risque.

Deux indicateurs de suivi sont utilisés en interne pour le risque de taux :

- La sensibilité actualisée (economic value - EV), qui consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant t . Cette mesure sert à fixer les limites applicables aux entités de gestion du groupe.

- La marge nette d'intérêt qui consiste à mesurer un gain ou une perte, selon une vision compte de résultat. Il est présenté comme la différence de revenu d'intérêts futurs sur un horizon défini. La particularité de la sensibilité en vision MNI, comparativement à la vision actuarielle de la sensibilité, est la linéarisation de l'impact des nouvelles opérations.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le Comité Financier, déclinaison individuelle de la limite globale définie par le Conseil d'Administration de RCI Banque.

Limite centrale de refinancement :	32 M€
Limite des filiales de financement des ventes :	38 M€
Non Alloués :	0 M€
Total limite de sensibilité en M€ accordé par le Conseil d'administration sur avis du Comité des risques de RCI Banque :	70 M€

Conformément aux évolutions réglementaires (EBA/GL/2022/14), Mobilize Financial Services mesure également la sensibilité de la marge nette d'intérêts (MNI) et la sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres (EVE).

Les calculs sont basés sur des échéanciers (gap) actif et passif moyens mensuels qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe Mobilize Financial Services. Le suivi est réalisé par le Service des Risques Financiers, qui est rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un reporting mensuel au Comité Financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

Au 31 décembre 2024, la sensibilité globale au risque de taux du groupe Mobilize Financial Services s'est maintenue en dessous de la limite fixée à (70 M€).

La sensibilité en valeur absolue du groupe Mobilize Financial Services Groupe au risque de taux (variation différenciée par de devise constatée au 31 décembre 2024 est de + 20.1 M€.

Au 31 Décembre 2024, une hausse des taux différenciée par devise en valeur relative de la sensibilité de la MNI aurait un impact négatif de -10.2 M€

Devise	K€	Devise	K€	Devise	K€	Devise	K€
ARS	107	CZK	181	HUF	0	SEK	0
BRL	1 199	EUR	-3 326	KRW	20	RON	503
CHF	909	DKK	-84	MAD	172		
COP	-1 415	GBP	-3 915	PLN	-4 572		

La somme des valeurs absolues des sensibilités à la MNI des filiales du groupe s'élève à 16,4 M€.

5.5.3 L'analyse du risque structurel de taux fait ressortir les points suivants

Filiales de financement de ventes

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des swaps de taux d'intérêt de macro-couverture.

Centrale de refinancement

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines micro-couvertes par des swaps de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variable.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de swaps de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité du holding de refinancement sous la limite définie par le groupe (32 M€).

Ces swaps sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément à la norme IFRS 9. Ces opérations de macro-couverture couvrent des ressources à taux variables et/ou des ressources à taux fixe variabilisées par la microcouverture de swaps.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixe par les swaps d'intérêts les micro-couvrant ;
- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable/à taux fixe variabilisées.

5.5.4 Le risque de liquidité

Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. À cette fin, le groupe s'impose des normes internes strictes.

Le pilotage du risque de liquidité de Mobilize Financial Services repose sur les éléments suivants :

La liquidité statique

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

La réserve de liquidité

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par Mobilize Financial Services en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le Comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

non reconnus comme HQLA par le Comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé et pour les entités en refinancement local matérielles, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le Comité Financier.

Scénarios de stress

Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les scénarios comprennent également des vitesses différenciées de propagation du stress associées à des horizons de survie différenciés.

5.5.5 Le risque de change

La position de change peut être décomposée en :

- la position de change structurelle, qui résulte des investissements à long terme du groupe dans les fonds propres de ses filiales étrangères ;
- la position de change transactionnelle, qui découle des flux de trésorerie libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale,

Depuis 2022, Mobilize Financial Services dispose d'une allocation de capital couvrant son exposition au risque de change structurel.

Le groupe bénéficie d'une dérogation de la BCE pour les cinq devises les plus significatives (GBP, BRL, KRW, CHF et MAD) lui permettant, pour ces devises, de ne prendre en compte que l'excédent de capital par rapport à la moyenne du CET1 groupe.

Le risque de change structurel est inclus dans le dispositif d'appétit au risque de Mobilize Financial Services, la position du groupe dans toutes les devises est contrôlée mensuellement lors du Comité capital et liquidité et communiquée trimestriellement au Superviseur.

Mobilize Financial Services encadre par des limites sa position de change transactionnelle qui provient des cash-flows libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale.

Centrale de refinancement

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de sa limite, à 4 M€, tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction financements et trésorerie.

Filiales de financement de ventes

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

5.5.6 Le risque de contrepartie

Le risque de contrepartie bancaire chez Mobilize Financial Services résulte de diverses opérations de marché réalisées par les entités du groupe dans le cadre de leurs activités quotidiennes (placements des excédents de trésorerie, opérations de couverture de taux ou de change, investissements en actifs liquides...).

Les opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre et dont le risque est encadré par des limites définies par Mobilize Financial Services, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne basée sur le niveau des fonds propres, la notation «long terme» par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au Comité Financier Mobilize Financial Services et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du groupe Renault.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours «Liquidity Coverage Ratio» (LCR), Mobilize Financial Services a constitué un portefeuille d'investissements en actifs liquides. Ces derniers sont encadrés par des limites en montant et en durée définies pour chaque émetteur.

Mobilize Financial Services a également investi dans des fonds monétaires, des titres de dettes d'entreprises et un fonds composé de titres de créances émises par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Chacun de ces investissements fait l'objet d'une limite spécifique validée en Comité Financier et revue au moins une fois par an.

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Ces limites font également l'objet d'un suivi quotidien et sont remontées mensuellement au Comité Financier Mobilize Financial Services.

Le groupe Mobilize Financial Services se finance dans sa devise patrimoniale et n'a donc à ce titre pas de position de change transactionnelle.

La position de change transactionnelle du groupe au 31 décembre 2024 est de 12.7 M€

S'agissant des entités financières, le risque prend en compte l'exposition cash (dépôts et intérêts courus) ainsi que l'exposition sur instruments dérivés calculé par la méthode forfaitaire interne telle que présenté ci-après lorsqu'il n'existe pas de dispositif de mitigation du risque par échange de collatéral.

Méthode forfaitaire

Mobilize Financial Services a revu sa méthode d'évaluation au risque de marché en 2023.

L'utilisation croissante de techniques d'atténuation du risque sur instruments dérivés (chambres de compensation ou échanges de collatéral avec la contrepartie sur une base bilatérale) a incité Mobilize Financial Services à revoir sa méthode d'évaluation au risque de marché.

Mobilize Financial Services distingue les dérivés enregistrés en chambre de compensation, les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral et les dérivés non compensés sans échange de collatéral. Un coefficient d'équivalent risque est affecté à chaque type d'opération.

Le coefficient appliqué dépend de la durée pendant laquelle Mobilize Financial Services est exposé à de potentielles variations de valeurs défavorables des instruments dérivés qu'elle détient.

Ces variations de valeurs dépendent des variations des taux d'intérêt ou de change :

- pour les dérivés compensés en chambre, Mobilize Financial Services est en position au maximum un jour ;
- pour les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral hebdomadaire, Mobilize Financial Services est en position sept jours ;
- pour les dérivés non compensés sans échange de collatéral, Mobilize Financial Services est en position jusqu'à l'échéance de la transaction.
- Avec l'ajout d'une composante change pour les swaps de change.

À la suite des différentes analyses sur les courbes de taux, Mobilize Financial Services a opté pour les évaluations de risque suivante :

- 0% sur les dérivés en chambre de compensation,
- 2 % pour les swaps gérés en bilatérale,
- 6% pour les swaps de change (qui ont en plus d'une dépendance aux variations de taux ont également une dépendance aux variations des taux de change).

Contrat sur taux d'intérêt

SWAPS Compensés	SWAPS Bilatérales de taux	SWAPS d'intérêt non compensés	
		Durée résiduelle	Coefficient taux
0 %	2 %	Entre 0 et 1 an	2 %
		Entre 1 et 2 ans	5 %
		Entre 2 et 3 ans	8 %
		Entre 3 et 4 ans	11 %
		Entre 4 et 5 ans	14 %
		Entre 5 et 6 ans	17 %
		Entre 6 et 7 ans	20 %
		Entre 7 et 8 ans	23 %
		Entre 8 et 9 ans	26 %
		Entre 9 et 10 ans	29 %

Contrat sur taux de change

SWAPS bilatérales de change	SWAPS de change non compensés	
	Initial duration	Coefficient change
6 %	Entre 0 et 1 an	6 %
	Entre 1 et 2 ans	18 %
	Entre 2 et 3 ans	22 %
	Entre 3 et 4 ans	26 %
	Entre 4 et 5 ans	30 %
	Entre 5 et 6 ans	34 %
	Entre 6 et 7 ans	38 %
	Entre 7 et 8 ans	42 %
	Entre 8 et 9 ans	46 %
	Entre 9 et 10 ans	50 %

Pour s'assurer du caractère conservateur de cette méthode, l'exposition sur dérivés est recalculée périodiquement selon la méthode réglementaire « mark to market positif + add-on » présentée ci-dessous :

Méthode « mark to market positif + add-on »

Cette méthode est basée sur la méthode réglementaire dite des grands risques. L'exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de change et sur l'or (en % du nominal)
<= 1 an	0 %	1 %
1 an < durée <= 5 ans	0,50 %	5 %
> 5 ans	1,50 %	7,50 %

Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 234,9 millions d'euros au 31 Décembre 2024, contre 188 millions d'euros au 31 Décembre 2023. Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 54,3 millions d'euros au 31 Décembre 2024, contre 26,3 millions d'euros au 31 Décembre 2023. Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessus.

5.6 Annexe 3 : Honoraires des commissaires aux comptes

	Réseau FORVIS MAZARS				Réseau KPMG				Réseau AUTRES			
	2 024		2 023		2 024		2 023		2 024		2 023	
	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%
Audit légal stricto sensu	2 724	82%	2 078	95%	1 402	75%	1 302	93%	211	77%	92	81%
Certification du reporting CSRD (Coporate Sustainability Reporting Directive)	340	11%	30	1%	340	18%	21	1%	53	19%	21	19%
Services habituellement fournis par les commissaires aux comptes	28	6%	67	3%	106	3%			10	4%		
Audit légal et prestations assimilées	3 092	99%	2 175	100%	1 848	96%	1 323	94%	274	100%	113	100%
Prestations fiscales, juridiques et sociales	4	0%	4	0%								
Prestations d'accompagnement en organisation												
Autres prestations	19	1%			69	4%	78	6%				
Prestations de service autorisées hors audit légal ayant nécessité une approbation	23	1%	4	0%	69	4%	78	6%				
TOTAL DES HONORAIRES	3 115	100%	2 179	100%	1 917	100%	1 401	100%	274	100%	113	100%